

(N° 341)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUIN 1924.

Proposition de loi portant modifications aux lois du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool et concernant les débits de boissons fermentées ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. VANDERVELDE.

MESSIEURS,

La proposition de loi qui nous est soumise tend à apporter des modifications aux lois sur le régime de l'alcool et la réglementation des débits de boissons fermentées.

On connaît l'économie générale de ces lois, qui ont été promulguées simultanément le 29 août 1919.

Au point de vue fiscal, elles élèvent dans une forte mesure, les droits sur les eaux-de-vie.

Au point de vue de débit des boissons fermentées, elles imposent aux cabaretiers des conditions spéciales, dans l'intérêt de la moralité et de la salubrité publiques ; de plus, elles subordonnent au paiement d'une taxe d'ouverture, la création de nouveaux débits.

Au point de vue de la lutte contre l'alcoolisme, enfin, elles interdisent la consommation, la vente et l'offre, même à titre gratuit, de boissons spiritueuses à consommer sur place, dans tous les endroits accessibles au public : débits de boissons, hôtels, restaurants, etc. (art. 1^{er} de la loi du 19 août 1919 sur le Régime de l'alcool).

Par contre elles autorisent la vente des mêmes boissons, pour autant que chaque vente ou livraison comporte au moins deux litres ; mais elles défendent aux débitants de boissons d'exercer ce commerce ou de détenir chez eux aucune quantité de boissons spiritueuses.

(1) Proposition de loi, n° 294 (1921-1922).

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. SOUDAN, MATHIEU, VAN WALLEGHEM, VANDERVELDE et PONCELET.

CHAPITRE PREMIER.

L'argumentation des auteurs de la proposition.

MM. Pierco et consorts ne proposent naturellement pas l'abrogation totale de cet ensemble de dispositions législatives.

Ils approuvent, au contraire, des droits élevés sur l'alcool. Ils ont voté et se déclarent prêts à voter encore des majorations nouvelles, pour autant, toutefois, qu'elles conservent un caractère fiscal et n'équivalent pas à une prohibition.

Ils admettent aussi le principe de la réglementation du débit des boissons fermentées, sauf à atténuer certaines peines prévues, à proroger de cinq ans le délai accordé aux débitants pour se mettre en règle et à modifier le mode de perception de la taxe d'ouverture.

Mais, d'autre part, ils proposent d'apporter au système de prohibition partielle, établi par la loi de 1919, des modifications telles que, si elles venaient à être admises, il ne resterait à peu près rien des interdictions actuelles.

Leur texte, qui remplacerait les articles 1 et 2 de la *loi sur le Régime de l'alcool*, rétablit l'autorisation de débiter des boissons spiritueuses dans les hôtels, restaurants et cabarets et se borne à maintenir les défenses suivantes :

« La consommation, la vente et l'offre de boissons spiritueuses sont interdites sur la voie publique, dans les chantiers de travail et dans les locaux où se fait le paiement des salaires ».

En somme, tout l'effort des auteurs de la proposition porte sur les dispositions de la loi de 1919 qui prohibent la vente pour consommer sur place des spiritueux. Ils leur adressent le triple reproche d'être *inconstitutionnelles*, *injustes*, *insuffisantes* et leur attribuent une série des conséquences fâcheuses que M. Pierco, dans ses développements, caractérise comme suit :

1° En portant une atteinte sérieuse à la liberté individuelle et à la liberté commerciale, la loi de prohibition a froissé de nombreux intérêts; elle a privé d'une partie de leur gagne-pain deux cents mille familles d'honnêtes commerçants; elle les a expropriés sans indemnité d'un patrimoine qu'ils avaient créé par leur travail et leur économie;

2° Elle a, simplement, changé le lieu de consommation en le transportant du café au sein de la famille; de plus, elle a incité à une plus forte consommation par la défense d'acheter moins de 2 litres à la fois, ce qui, d'ailleurs, abaisse considérablement le prix de la « petite goutte »;

3° Elle a augmenté la fraude aux frontières et a fait naître de nombreuses distilleries clandestines, qui ont, au détriment du Trésor public, introduit dans la consommation des produits impurs et frelatés;

4° Elle a développé, sur une vaste échelle, l'usage auparavant peu répandu dans notre pays, des narcotiques et des stupéfiants;

5° Elle a donné une tournure vraiment méprisante aux procédés employés par les agents chargés de réprimer et elle a créé autour d'eux toute une armée d'espions et de délateurs;

6° Elle a causé un préjudice énorme à une importante industrie nationale et à un commerce qui donne des moyens d'existence à plus d'un million de Belges, alors cependant, que l'usage modéré de bon alcool est plutôt recommandable : « aucune autorité scientifique et médicale ne conteste que la consommation modérée de bonnes boissons spiritueuses ne peut être que favorable aux personnes saines et bien portantes et qu'elle rend de grands services en temps d'épidémie ».

Parmi ces divers arguments, il en est que nous croyons devoir examiner d'abord, en vue de débayer le terrain et avant d'étudier, de plus près, les questions fondamentales soulevées par les auteurs de la proposition.

§ 1. — *Les procédés d'investigation des agents du fisc.*

On affirme que, dans certaines localités, les agents du fisc auraient commis, parfois, de fâcheux excès de zèle, en ayant recours, vis-à-vis des débiteurs, à des méthodes d'« amorçage » et même de provocation.

Nul ne songe, assurément, à couvrir de telles pratiques et, le jour où des abus viendraient à être prouvés, il appartiendrait au Département des finances d'agir pour y mettre fin.

Mais les renseignements recueillis à ce sujet par l'*Office central d'Études contre l'alcoolisme*, rattaché aux Ministères de la Justice, de l'Intérieur et des Finances (arrêté royal du 15 novembre 1920), présentent les choses sous un tout autre aspect. (Cf. annexe A. Note du Service des Accises, II.)

Dès le début de l'application de la loi on a pu constater que les agents du fisc, infiniment moins nombreux que les gendarmes ou les agents des polices locales, se montraient, en général, plus actifs et dressaient deux fois plus de procès-verbaux que la gendarmerie et la police réunies. (Cf. annexes D et E.)

Aussi se trouvent-ils être l'objet de l'hostilité systématique de ceux qui ont intérêt à éluder leur contrôle et qui qualifient d'inquisition les recherches indispensables pour découvrir les fraudes.

L'Office a constaté même « qu'à maintes reprises les agents du fisc avaient été non seulement malmenés, mais battus, voire menacés de mort pour avoir voulu exercer leurs fonctions dans toute la légitimité de leur pouvoir » (1).

Il s'agit donc bien moins de réprimer des excès de zèle de la part des accisiens, qui accomplissent, avec un courage exemplaire, des devoirs difficiles, que de remédier, dans beaucoup d'endroits, à l'inertie, trop souvent calculée, des polices locales.

La Section centrale, d'autre part, se refuse à considérer comme des espions ou des délateurs ceux qui, dans l'intérêt de la loi, signalent aux pouvoirs publics les infractions qui se commettent.

(1) Royaume de Belgique, *Annuaire de l'Office central d'Études contre l'alcoolisme*. Deuxième année, p. 41. Bruxelles, rue Bosquet, 24.

§ 2. — *Le développement de l'usage des toxiques.*

Les auteurs de la proposition de loi prétendant établir un lien de cause à effet entre la loi de 1919 et le développement de l'usage des narcotiques et des stupéfiants.

C'est là une affirmation toute gratuite, qui se trouve, non pas confirmée, mais contredite par les faits.

Dans une étude récente sur le *Péril social de la cocaïne*, M. le Dr Vervaeck estime que, depuis la guerre, il existe une « vague toxique » qui déferle sur tout le continent européen. Un fait, en tous cas, est certain : « depuis 10 ou 12 ans, la consommation des toxiques médicamenteux se développe rapidement et, parmi eux, l'usage de la cocaïne tend à prédominer, surtout en Europe et plus spécialement en France — où des psychiatres ont été jusqu'à accuser l'Allemagne d'avoir organisé avant la guerre une véritable « offensive toxique » — en Allemagne et en Angleterre, particulièrement à Londres. En Italie et aux États-Unis, la morphinomanie et ses variétés sont surtout en vogue, mais on y constate une tendance incontestable à y associer la cocaïne ou à substituer celle-ci aux produits de l'opium ⁽¹⁾ ».

Il s'agit donc d'un phénomène général, que l'on observe aussi bien dans les pays où la liberté de l'alcoolisation est complète que dans ceux où le régime est plus ou moins sec.

Mais — et ceci répond d'une manière péremptoire à l'argument de M. Pierco — en Belgique, précisément, le mal est beaucoup moins grave que dans les pays voisins :

« A mon avis — dit le docteur Vervaeck — malgré quelques présomptions d'extension de la cocaïnomanie dans certaines grandes villes du pays, la Belgique a échappé, jusqu'à présent, dans une très large mesure, à la vague des toxicomanies médicamenteuses. »

Cette appréciation se trouve entièrement confirmée par le docteur Ley, professeur à l'Université de Bruxelles, dans le passage suivant d'une étude intitulée : *Toxicomanie et alcoolisme* ⁽²⁾ :

« Nous avons pu observer, à Bruxelles, la diminution considérable du nombre de psychoses alcooliques et n'avons constaté que d'une façon exceptionnelle, et par périodes ayant une cause bien déterminée, l'augmentation du nombre des cocaïnomanes et des morphinomanes.

Outre que l'habitude de ces drogues ne se rencontre que dans un milieu très spécial — bars de nuit, cafés-concerts, théâtres — la constatation de cas assez nombreux de cocaïnomanie à Bruxelles a suivi de près l'armistice et la révolution allemande, période troublée pendant laquelle les soldats allemands vendaient tout le matériel dont ils disposaient, y compris le contenu des pharmacies de campagne.

C'est ainsi qu'à Bruxelles une grande quantité de cocaïne a été jetée sur le marché spécial où les cocaïnomanes se procurent la drogue, et qu'une recrudescence du mal a pu être observée en 1918 et 1919. Mais actuellement, malgré la diminution évidente de la consommation alcoolique en Belgique, les cas observés sont très rares et ne dépassent pas ce qu'on constatait avant la guerre. »

(1) *Extrait des Annales de la Société Scientifique de Bruxelles*, t. XII, première partie.

(2) *Bulletin de la Société médicale belge de tempérance*. Décembre 1923, p. 14.

Qui ne voit, au surplus, que sous le régime de la loi belge de 1919, il reste infiniment plus facile de se procurer de l'alcool que de la morphine ou de la coco ? Pour avoir de l'alcool, il suffit d'en acheter chez l'épicier du coin ; pour avoir d'autres toxiques, tels que de la morphine ou la cocaïne, il faut assumer le risque de se voir jeter en prison. On ne peut donc sérieusement prétendre que certains gens prennent des stupéfiants ou des narcotiques, parce qu'ils sont sevrés de spiritueux.

§ 3. — Les distilleries clandestines.

L'existence de distilleries clandestines et la fraude aux frontières sont la conséquence à peu près inévitable du taux élevé des droits sur l'alcool. C'est d'ailleurs l'argument qu'en 1919, certains membres de la Section centrale opposaient au quadruplement (Cf. annexe A. Note du Service des accises, p. 24).

Mais, pour le moment, toute la question est de savoir si la loi prohibitive a eu pour conséquence d'accroître, ou, au contraire, de diminuer, à ce point de vue, le nombre des abus ?

Or, ici encore, les renseignements fournis par l'Administration des Finances à l'*Office d'Études* infirment de la manière la plus nette les arguments de MM. Pierco et consorts.

Dès 1922, en effet, l'Office constatait que les distilleries clandestines diminuaient rapidement, et cela pour deux raisons : la première est que les cafés ne sont plus autorisés à vendre au détail l'alcool distillé, et l'on sait que la vente au détail permettait jadis aux distillateurs d'écouler sans beaucoup de risques les produits de leur fraude ; la seconde est le contrôle, plus rigoureux, de la vente par 2 à 6 litres d'alcool distillé ⁽¹⁾.

Ainsi, contrairement à ce qu'affirment les auteurs de la proposition de loi, la distillation frauduleuse a diminué en Belgique à cause de la loi de 1919, et, de l'avis du Département des Finances, les chiffres officiels de consommation se rapprochent plus de la réalité qu'avant la guerre.

En 1919, on découvrit 789 distilleries clandestines ; en 1920, 210 ; en 1921, 52 ; en 1922, 21 ; en 1923, 16.

Or, nul ne prétendra que les investigations du fisc soient devenues moins sévères ou ses procédés de recherche moins efficaces.

C'est le contraire qui est vrai.

Dans une note adressée à l'*Office d'Études*, un des délégués du Ministère des Finances faisait, en 1923, les constatations suivantes :

« Depuis que l'Administration applique la nouvelle réglementation relative au transport des alcools (lettres de voiture, bulletin de vente, registre de magasin), on remarque la quasi-disparition complète des distilleries clandestines. Par contre, on aperçoit une légère recrudescence dans la vente d'alcools régulièrement soumis aux droits. Ce double résultat s'explique pour la raison très naturelle que, la surveillance étant devenue plus sévère, l'alcool clandestin ne trouve plus guère de débouché ; d'où augmentation du chiffre fourni par l'industrie régulière ⁽²⁾. »

(1) *Loc. cit.* Annuaire pour 1924, p. 44.

(2) Annuaire pour 1923 p. 102.

Bref, nous avons le droit de conclure que, bien loin de « faire naître de nombreuses distilleries clandestines », la loi de 1919 a eu pour effet, d'en diminuer le nombre. (Cf. annexe A. Note du Service des Accises, p. 24).

Après avoir ainsi rencontré les arguments qui n'ont avec le régime de prohibition que des liens assez indirects, il nous reste à discuter les points principaux de l'argumentation de MM. Pierco et consorts.

§. 4. — *L'atteinte à la liberté industrielle et commerciale.*

Les adversaires de la loi de 1919 insistent sur le fait qu'il porte gravement atteinte à une industrie et un commerce respectables, alors — dit M. Pierco — que l'usage modéré de l'alcool est recommandable et qu'aucune autorité scientifique ou médicale ne songe à le contester.

Pour rencontrer cette dernière affirmation, il ne paraît pas nécessaire d'ouvrir une controverse qui n'est pas de notre compétence. Deux témoignages suffisent.

Déjà, au cours de la guerre, l'admirable enquête faite en Angleterre, à la requête du *Central Control Board for Liquor Traffic* était arrivée à cette triple conclusion qu'il n'y a jamais avantage au point de vue de la santé, à consommer, même en petite quantités, des boissons contenant de l'alcool; que, néanmoins, l'usage de ces boissons peut être inoffensif, à de très faibles doses, et sous une forme *diluée* (vins ou bières légères), pendant les repas; que, par contre, et sous la forme *concentrée* (liqueurs), l'alcool éthylique est un poison, agissant sur le système nerveux et qui produit, dans nos sociétés modernes des ravages incalculables ⁽¹⁾.

Mais il est un autre document, plus actuel, et plus décisif encore, que nous pouvons nous borner à reproduire, pour répondre aux auteurs de la proposition.

C'est le vœu présenté par M. le professeur Bordet à l'Académie de médecine et voté *unanimentement* par celle-ci le 24 juin 1922.

En voici le texte :

« Au moment où, sous l'empire de préoccupations visiblement commerciales, une très active campagne est menée contre la législation visant à réprimer l'alcoolisme, l'Académie de médecine estime qu'il est de son devoir d'insister à nouveau sur la nécessité de mesures strictement prohibitives.

Sans méconnaître que l'alcool puisse, à titre de médicament, être parfois prescrit par les médecins dans certaines conditions bien déterminées, l'Académie ne saurait souscrire à l'opinion, que l'on cherche actuellement à propager dans le public, d'après laquelle l'alcool, loin d'être toujours préjudiciable à l'organisme, représenterait, à condition d'être absorbé à faible dose, un aliment utile, une source d'énergie, un véritable tonique.

L'alcool est, en réalité, une substance totalement étrangère à notre alimentation normale, et dont l'introduction dans l'organisme ne peut qu'y provoquer de sérieuses perturbations. *L'alcool est un poison.* La seule donnée qu'on puisse à la rigueur alléguer pour en excuser l'usage, c'est que, comme les autres poisons, il est d'autant moins dangereux qu'on le consomme en dose plus minime, et qu'ainsi nous pouvons, sans que notre santé en souffre gravement, tolérer la consommation très modérée de la bière ou du vin, c'est-à-dire de l'alcool dilué. Toutefois, même en petite quantité, l'alcool n'est jamais bienfaisant, tout au

(1) *Alcohol; its action in the human organism. Published on C. B. of Liquor Traffic.*

plus peut-on dire que dans ces conditions il est inoffensif. Il est particulièrement nuisible aux personnes qui mènent une vie sédentaire et s'adonnent aux travaux de l'esprit. Il est spécialement contre indiqué dans la seconde moitié de l'existence, car ses effets s'ajoutent à ceux de l'âge pour favoriser notamment l'apparition des lésions de l'appareil circulatoire.

S'il n'est pas opportun de proscrire, ce dont il n'a jamais été question d'ailleurs, l'usage de la bière et du vin, pourvu que ces liquides n'atteignent pas une teneur alcoolique maximale que la loi devrait bien préciser, *il y a lieu de prononcer l'interdiction absolue de l'alcool distillé, véritable fléau social, redoutable facteur de déchéance physique et morale, de misère et de crime.* Les rapports entre l'alcoolisme, les troubles mentaux et la criminalité sont, est-il besoin d'y insister encore, attestés par les observations les plus banales aussi bien que par d'indiscutables statistiques.

L'Académie estime qu'il y a lieu de modifier la législation existante en supprimant cette fâcheuse disposition susceptible de l'énervier complètement, c'est-à-dire l'autorisation de vendre les boissons distillées par quantité de deux litres minimum. La prohibition de l'alcool distillé doit être radicale.

On fait remarquer parfois que de nombreuses personnes appartenant d'ailleurs à toutes les classes de la Société même les plus éclairées prennent des spiritueux, mais à de rares intervalles ou en quantité très minime et qu'il serait draconien de les priver de ce plaisir vraiment inoffensif. L'Académie ne saurait s'arrêter à cette objection. Elle pense qu'eu égard à la gravité du problème et tenant compte des immenses services que rendrait une législation résolument prohibitive, ces personnes devraient tenir à honneur de ne pas invoquer leur droit à une satisfaction aussi peu importante, et, prenant conscience de leur devoir social, s'abstenir de mettre obstacle à l'adoption de mesures que toutes les nations civilisées auraient dû édicter depuis longtemps.

Il est donc tout à fait inexact de dire qu'aucune autorité médicale se prononce contre ce qu'on appelle l'usage modéré de l'alcool. L'Académie de médecine déclare le contraire. Elle ne se borne pas à demander le maintien de la législation existante. Elle affirme que l'alcool est un poison. Elle demande l'interdiction absolue des boissons spiritueuses.

§ 5. — *L'expropriation partielle des débitants.*

C'est au point de vue unanimement admis par l'Académie qu'il importe de se placer pour répondre à MM. Pierco et consorts, quand ils dénoncent la loi de 1919 comme une atteinte à la liberté du commerce et une expropriation partielle des débitants de boissons.

Pareille question, au surplus, n'est pas neuve.

Elle s'est posée dans tous les cas où la législation est intervenue pour interdire une industrie ou un commerce nuisibles, qu'il s'agisse de la vente de toxiques, de la fabrication de la céruse, de la production de l'absinthe ou des projets tendant à interdire complètement la distillation d'alcool de bouche.

C'est à propos de tels projets qu'en 1895, le Procureur général de la Cour de Cassation, Mesdagh de Ter Kiele, a publié des observations qui épuisent le débat ⁽¹⁾ :

« Si l'Etat — disait-il — se proposait de déposséder les distillateurs de tout une

(1) De l'allocation d'indemnités aux distillateurs en cas de suppression de leur industrie. Observations présentées à la Commission d'études relatives à l'alcoolisme. Bruxelles 1895.

partie de leur bien, pour l'incorporer dans son domaine, s'il usait envers eux du droit d'expropriation que personne ne lui conteste, nul doute qu'il n'en eut le prix ; mais, dans l'hypothèse où nous versions, d'une simple interdiction, relativement à une industrie condamnée, il ne s'opère aucune mutation de propriété, l'Etat n'ajoute pas à son domaine un pouce de terrain et immédiatement surgit cette conséquence rassurante que pas d'expropriation, pas d'indemnité. »

Il va sans dire que ces mêmes arguments s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux dispositions beaucoup moins radicales de la loi de 1919.

Les débitants n'ont été l'objet d'aucune expropriation, même partielle. On leur avait interdit, déjà, de vendre de l'absinthe. On leur a interdit, d'une manière plus générale, de vendre des spiritueux. Mais l'Etat ne leur a rien pris. Leur droit reste entier de vendre toutes autres boissons, non prohibées, et quand ils protestent, au nom de la liberté, contre une interdiction de salut public, on est fondé à leur répondre, avec M. Mesdagh de Ter Kiele :

« Du jour où le législateur aura reconnu la nécessité d'interdire un abus qui décime notre population, ceux qui, jusqu'à ce jour ont exercé librement leur industrie se trouveront dorénavant sans droit, et partant sans action. Si la sagesse de nos gouvernants estime qu'il y a lieu d'ériger en délit un fait jusque là toléré, quel juge entreprendrait de s'y opposer ?

Que les distillateurs et les débitants de spiritueux, y aient le plus grand intérêt, nul n'y contredit ; mais la question est de savoir si, dans l'exercice de sa haute prérogative, la nation est tenue de payer rançon pour avoir accompli un devoir que la conscience publique lui impose ? »

Il ne s'agit donc pas dans l'espèce d'une expropriation, mais d'une réglementation, qui peut froiser les intérêts particuliers, mais qui est, nous en avons la conviction profonde, conforme à l'intérêt commun.

§ 6. — *Le caractère exceptionnel des dispositions à l'égard des débitants.*

Les auteurs de la proposition ne peuvent se faire d'illusions sur la valeur de l'argument d'inconstitutionnalité qu'ils invoquent. Ils insistent beaucoup, en revanche, sur l'inégalité que la loi consacre entre les débitants de boisson et les autres personnes qui font le commerce de l'alcool.

Nous ne faisons d'ailleurs aucune difficulté à reconnaître que, de ce point de vue, il y a une âme de vérité dans leur argumentation.

L'arrêté-loi du 15 novembre 1918 sur le régime de l'alcool ne faisait aucune distinction entre la vente en gros et la vente en détail.

Il prohibait, purement et simplement, la fabrication, l'importation, le transport, l'exposition en vente, la vente, le débit des spiritueux, des bières fortes, des vins titrant plus de 15° d'alcool.

C'est dans un esprit de transaction et, aussi, dans un intérêt fiscal, qu'en 1919, M. Delacroix proposa de s'en tenir à l'interdiction de la vente au détail.

Ses propositions, au surplus, ne furent pas accueillies sans de formelles réserves, par les partisans d'une prohibition plus stricte.

A la séance de la Chambre des Représentants du 7 août 1919, M. Vandervelde Ministre de la Justice déclarait, en effet :

« L'arrêté-loi actuellement en vigueur comporte la prohibition absolue de l'alcool de bouche, tandis que le projet actuel interdit seulement la vente et la consommation dans les débits de boissons, et qu'il autorise, par conséquent, la consommation à domicile. Je dois avouer ma crainte de voir se développer, dans des proportions redoutables, cette consommation à domicile. Il suffira en effet, d'acheter soit individuellement, soit en coopération, deux litres d'alcool pour pouvoir s'alcooliser chez soi, ou alcooliser les membres de sa famille. C'est une concession qu'il m'est pénible de faire; mais ce qui me rassure un peu, c'est que le projet de loi établit des droits extrêmement élevés sur l'alcool, et que dans ces conditions, l'alcool sera un produit de luxe, dont il sera difficile aux ouvriers de faire abus ».

L'événement, depuis lors, a montré que ces craintes étaient fondées, malgré les précautions prises, par voie d'amendements, pour boucher en partie la fissure que crée le dernier paragraphe de l'article premier.

Si l'alcoolisme a considérablement décréu depuis la guerre, il ne paraît malheureusement pas douteux que, sous prétexte, par exemple d'échantillons, la disposition relative aux deux litres soit souvent enfreinte; que la consommation à domicile, sans atteindre de très grandes proportions, continue; que les ivrognes invétérés, grâce à l'achat par deux litres, trouvent le moyen de se procurer des spiritueux à un bon marché relatif.

D'autre part, les débitants se plaignent, avec amertume, d'être les seuls citoyens belges à qui il soit interdit d'avoir de l'alcool chez eux. Ils signalent le contraste choquant entre le régime de prohibition qui leur est imposé et la licence qui est accordée à d'autres de tirer du commerce de l'alcool des profits considérables.

Or, nous le disons très net, il n'y aurait à ces arguments qu'une réponse décisive : renoncer aux demi-mesures et rétablir le système de prohibition stricte qui avait été admis en 1918.

Si les débitants, au lieu de faire campagne contre les interdictions de la loi de 1919, demandaient, au nom de l'égalité, que ces interdictions s'appliquent à tous, que l'on mette fin à la vente par deux litres, que l'on empêche des verduriers ou des coiffeurs de vendre des spiritueux dans leurs boutiques, ils n'auraient pas de plus fermes alliés que les prohibitionnistes. L'Académie de médecine serait avec eux. La Chambre, sans doute, leur donnerait satisfaction.

Mais, en attendant que l'opinion parlementaire soit mûre pour une réforme radicale, la Section centrale estime qu'il y a lieu tout au moins de maintenir la loi transactionnelle de 1919.

En réalité, d'ailleurs, ce que l'on consomme dans les débits clandestins, dans les arrières boutiques des petits commerçants n'est que peu de chose au regard de ce que serait la consommation sous le régime du laisser faire, si l'on rendait toute licence à 120,000 cabaretiers !

D'autre part, tous ceux qui vivent de la vie ouvrière sont d'accord pour dire que les faits d'alcoolisation à domicile sont, presque partout exceptionnels. Quelques coopérations ouvrières certes, ont le grand tort de vendre des spiritueux

par 2 litres. Mais nous avons pu vérifier que ces ventes ne représentent qu'un très faible pourcentage de leur chiffre d'affaires. C'est surtout dans les milieux bourgeois et dans les milieux où l'on imite la bourgeoisie, que persiste l'habitude des apéritifs et des pousse café. Ce que l'on boit ainsi n'est pas énorme. Mais l'exemple est fâcheux, souvent scandaleux.

Quant à l'inégalité entre les débitants de boissons à consommer sur place et les commerçants qui vendent par quantités de 2 à 6 litres, on pourrait l'atténuer en augmentant la taxe d'ouverture prélevée sur ces derniers. L'*Office d'études* propose même d'aller plus loin : il voudrait que le débitant de 2 à 6 litres ne puisse faire que le commerce de liqueurs et de vins, à l'exclusion de tout autre commerce, les épiciers et les verduriers ne pouvant plus vendre dorénavant que des boissons fermentées (vins de moins de 15 %; bières de 8 % au maximum).

De telles mesures, dont il serait à souhaiter que le Gouvernement prenne l'initiative, s'imposent d'autant plus que, sauf depuis quelques mois, le nombre de débitants de spiritueux vendant de 2 à 6 litres, n'a cessé de croître. Il était de 14,093 à la fin de 1921. Il s'est élevé à 21,060, à la fin de 1923. Il est encore de 20,941 pour le premier trimestre de 1924.

CHAPITRE II.

Les résultats de la loi sur le régime de l'alcool.

Personne ne conteste que les lois du 19 août 1919 n'aient eu, au point de vue de la consommation des spiritueux, des résultats considérables.

Tout d'abord, le fait est que, depuis ces lois, la consommation annuelle d'alcools de bouche par tête d'habitant, qui dépassait cinq litres avant la guerre, semble se maintenir entre 2 litres et 2 litres et demi.

1920	2.48
1921	1.98
1922	2.39
1923	2.52

D'autre part, le nombre des cabarets, qui atteignait avant la guerre le chiffre énorme de 202,000 (1913), n'a cessé de se réduire depuis 1919 :

31 décembre 1920	152,200
Id. 1921	135,008
Id. 1922	120,983
Id. 1923	117,997

Soit une réduction de près de moitié, portant, en ordre principal, sur les *assommoirs* qui pullulaient jadis, aux abords des gares et des établissements industriels.

Les auteurs de la proposition, au surplus, ne contestent pas ces résultats,

mais ils croient pouvoir les attribuer uniquement à la propagande anti-alcoolique, à l'élévation des droits sur l'alcool et à la réglementation des débits de boissons.

Il leur serait aussi difficile de justifier pareille affirmation, qu'il est difficile, ou plutôt impossible, d'apprécier l'influence relative que la propagande, l'élévation des droits, la réduction de nombre des cabarets, mais, aussi, l'interdiction de la vente pour consommer sur place, peuvent avoir eu sur la consommation. En réalité, les lois de 1919 forment un faisceau, dont aucune branche ne saurait être disjointe, sans accroître, dans de redoutables proportions, le péril alcoolique.

Notons, toutefois, que, dans d'autres pays, la réduction du nombre des cabarets, fort avantageuse à tant d'autres points de vue, n'a pas eu des effets très marqués sur le quantum de la consommation.

D'autre part, l'expérience d'avant-guerre a montré que si l'élévation du prix a une action plus sensible, cette action, en général, n'est pas durable.

Bref, à prendre les choses objectivement, il ne paraît pas douteux que l'interdiction de la vente dans les lieux publics en fermant, dans plus de cent mille débits, le robinet de la consommation sur place, ait été le facteur le plus puissant, le plus décisif, de la diminution constatée dans l'usage des spiritueux. S'il en était autrement du reste, on ne verrait pas les distillateurs, les négociants en liqueurs et les cabaretiers faire une aussi formidable campagne en faveur de la *liberté de l'alcoolisation*. Leur irritation même est la meilleure preuve de l'efficacité de la prohibition.

Mais pour apprécier les résultats de la législation de 1919, au point de vue de la santé, de la moralité, et de la prospérité publiques, on n'a pas voulu s'en tenir à des conjectures ou à des impressions personnelles.

Dès la fin de 1921, le Département de la Justice procédait sur les effets de l'arrêté-loi de 1918 et des lois de 1919, à une consultation des diverses catégories de personnes spécialement qualifiées pour émettre un avis : les *chefs des parquets*, les *directeurs et instituteurs de prisons*, les *directeurs d'asiles d'aliénés*, les *directeurs de dépôts de mendicité*.

Il existe au Ministère de la Justice un dossier volumineux qui contient leurs réponses.

Ce sont les principales pièces de ce dossier qui sont analysées ci-après.

§ 1. — *L'avis des parquets.*

A une exception près, tous les Procureurs du Roi estiment que la loi sur le régime de l'alcool a eu des résultats favorables.

Voici d'ailleurs, comment les Procureurs généraux de Gand, Bruxelles et Liège résument leurs rapports :

1° GAND :

« Tous ces magistrats (les Procureurs du Roi) sont unanimes à constater que la loi du 29 août 1919 a eu des effets bienfaisants sur la criminalité et la santé publique. »

2° BRUXELLES :

« Les effets de la loi de 1919 ont été excellents. Les renseignements recueillis démontrent péremptoirement que la loi a contribué dans une très large mesure à la diminution de la criminalité. M. le Procureur du Roi de Tournai lui attribue aussi un abaissement du nombre des accidents du travail. »

3° LIÈGE :

Les Procureurs du Roi d'Arlon, Hasselt, Huy, Dinant, Marche, Neufchâteau, Tongres, donc la grande majorité des chefs du Parquet, constatent l'heureuse influence qu'a eue la loi de 1919 sur la criminalité.

Ceux de Verviers et de Namur réclament la prohibition absolue.

Celui de Liège conteste que la loi ait eu de bons résultats.

Mais le Procureur général est d'un avis nettement opposé, et il invoque, à l'appui de son opinion, la statistique des délits dans lesquels l'ivresse est souvent cause déterminante :

« J'ai compté, dit-il, parmi les affaires d'appel inscrites du 1^{er} janvier au 31 décembre 1913, 314 affaires de coups et blessures volontaires, de rébellions et d'outrages.

Du 1^{er} janvier 1920 au 27 octobre 1921, c'est-à-dire en moins de près de deux années, je ne compte plus que 107 affaires. Ceci me paraît assez concluant, bien que la loi d'amnistie n'ait pas manqué d'exercer une influence sur les chiffres de nos affaires d'appel. Je n'hésite donc pas à conclure qu'on doit attribuer à la loi d'excellents effets.

Du reste, deux points, à eux seuls, indépendamment de toute constatation, permettent de dire que la loi doit produire d'heureux résultats : la suppression des vendeurs d'alcool, qui se présentait, dans tout notre pays, tous les 500 mètres, comme une perpétuelle tentation pour le prédisposé à l'alcoolisme, ne peut être qu'un bien. Ensuite, comme le dit M. le Procureur du Roi de Dinant, on ne voit plus aujourd'hui, dans le voisinages de gares, les ouvriers attendant l'heure du train, se payer des tournées. Cela donc, à nos yeux, suffirait à justifier la loi et son maintien. »

Ce que les Procureurs généraux constataient en 1921, se vérifie aujourd'hui encore. Force nous est d'ajouter, cependant, que les résultats seraient plus décisifs si la gendarmerie et les polices locales étaient plus vigilantes et si certains tribunaux ne faisaient preuve d'une fâcheuse mollesse dans l'application de la loi.

§ 2. — *L'avis des directeurs et des instituteurs de prisons.*

La plupart des directeurs de prisons expriment le même avis que les chefs des parquets.

Le directeur de la prison centrale de Louvain estime, il est vrai, que les résultats ne sont pas concluants. Celui de Charleroi croit que les résultats ont été favorables au début, mais qu'il y a, actuellement, une recrudescence de l'alcoolisme. Ceux de Marche et d'Arlon admettent que la loi a eu de bons effets, mais ils eussent préféré, néanmoins, que l'on ait recours à des mesures moins radicales.

Par contre, tous les autres directeurs, ou instituteurs, d'établissements pén-

tentiaires se prononcent, d'une manière catégorique, pour le maintien de la loi et dans les deux principales prisons du pays, Saint-Gilles et Forest, les témoignages favorables sont particulièrement impressionnants :

1° SAINT-GILLES :

« Le premier effet constaté de l'application de la loi est la diminution considérable des détenus condamnés du chef d'actes, de gestes ou de paroles dénotant la violence et l'immoralité.

A la prison de Saint-Gilles, il a été relevé que, pendant l'année en cours (1924), 9 condamnés du chef de *délit d'ivresse*, ont été écroués alors que durant la période correspondante de 1913, le nombre de cette même catégorie s'est élevé à 73.

Cette énorme décroissance a eu naturellement pour résultat de rendre de plus en plus rare les cas de *delirium tremens* et les cas d'aliénation mentale ».

2° FOREST :

« Depuis la mise en vigueur de la loi de 1919, les individus introduits en prison sous l'influence alcoolique sont excessivement rares et les délits commis sous cette impulsion diminuent en nombre.

Il résulte d'un relevé dressé d'après les registres de la maison de dépôt qu'il a été écroué à l'établissement du chef d'ivresse publique :

1912.	659 individus.
1913.	713 id.
1919.	0 id.
1920.	9 id.

Ces chiffres sont suffisamment éloquentes pour nous permettre de dire sans le moindre doute que la loi a porté les fruits que l'on pouvait légitimement en attendre ».

D'une manière générale, d'ailleurs, et sans prétendre que la diminution de l'alcoolisme soit la seule cause de la diminution du nombre de détenus dans les établissements pénitenciers, il convient de montrer que la population a subi dans ces dernières années, les réductions suivantes :

31 décembre 1913	5,064
Id. 1921	4,642
Id. 1923	4,212

Il est intéressant de rappeler d'ailleurs que, récemment dans son numéro du 11 mai 1923, un journal qui a, maintes fois, fait campagne contre la prohibition, l'*Etoile belge*, publiait, dans sa correspondance de Gand, l'information suivante :

« J'ignore si ce phénomène est général, mais, à Gand, on signale une diminution sensible de la criminalité... Ou l'on constate la diminution la plus sensible, c'est dans le domaine des petits délits de droit commun : coups et blessures, rébellion, outrages à la police, due à la *suppression de l'alcoolisme*. Par contre les vols, et malheureusement les affaires de mœurs ne fournissent pas des résultats aussi satisfaisants; les fraudes en matière fiscale ne sont pas non plus en régression.

Ces progrès incontestables ont aussi eu leur répercussion au point de vue de la popula-

tion de nos établissements pénitenciers : nos prisons renferment un nombre de malfaiteurs beaucoup moins considérable que jadis.

Un haut fonctionnaire à qui je parlais de cette situation éminemment favorable l'attribuait non seulement à la diminution de l'alcoolisme, mais au développement des œuvres de prévoyance et d'assistance sociale, qui a réduit le banditisme dans des fortes proportions.

Quoi qu'il en soit, le fait est là, et, au point de vue social, il y a lieu de s'en féliciter ».

D'une rapide enquête, faite à Bruxelles, le journal concluait que, pour des raisons semblables sans doute, il y avait eu, depuis l'armistice, une diminution notable des « petits délits », et qu'au total — la situation étant probablement la même dans tout le pays — on était en droit de constater « une certaine amélioration de la mentalité générale ».

§ 3. — *L'avis des directions des dépôts de mendicité.*

On peut rapprocher des chiffres que nous venons de citer pour les prisons, ceux qui se rapportent aux dépôts de mendicité.

Ainsi que le constatait récemment M. le D^r Boulanger, à l'assemblée de la Fédération des sociétés d'abstinence, « les colons internés dans les dépôts au nombre de 6,131, en 1913, n'étaient plus, en 1923, qu'au nombre de 1,600 ».

Ces résultats, certes, ne sont pas uniquement attribuables à la loi sur le régime de l'alcool.

Il faut tenir compte, aussi, d'autres causes, et, notamment de l'action du Fonds de chômage, ou du système d'assistance préventive si admirablement organisé dans l'arrondissement de Bruxelles, par M. Willems.

Mais, pour un homme aussi averti que M. Stroobant, directeur de Merxplas, l'action bienfaisante de la prohibition ne peut faire de doute :

« A de rares exceptions près, écrit-il, tous nos internés étaient des alcooliques ou des alcoolisés en entrant aux colonies... A mon avis, le loi de 1919 en restreignant considérablement la vente de l'alcool au détail est incontestablement une des causes principales de la diminution de l'ivrognerie et de l'état de vagabondage qui en est le corollaire.

» La direction de Merxplas rend hommage au législateur qui a eu le courage civique d'édicter cette réforme dont les conséquences sur la santé publique sont inappréciables. »

Depuis que ces lignes ont été écrites, la population des Dépôts est restée stationnaire, laissant de vastes locaux disponibles pour l'application du projet de réformes pénitentiaires dont le Parlement est saisi.

§ 4. — *L'avis des médecins d'asiles d'aliénés.*

Tous, sans exception, réclament le maintien de la loi de 1919.

Seul, M. le D^r Clerfayt, directeur de l'Asile de Mons, fait des réserves, non sur le principe de la loi, mais sur ses résultats :

« Les effets de l'interdiction du débit des boissons distillées dans les cabarets, dit-il, sont de moins en moins marqués. Les tenanciers s'efforcent, de plus en plus, d'éluder la loi. Non seulement, on débite presque partout de l'alcool sous

forme de liqueurs, mais on en consomme des quantités considérables sous forme de vins dits apéritifs : Porto, Madère; et de bières fortes : Stout, *Pale ale*, etc. » ⁽¹⁾:

Ces faits ne sont malheureusement pas contestables et justifieraient un renforcement et une application plus rigoureuse de la loi.

Néanmoins, le pessimisme de M. le Dr Clerfayt paraît excessif.

Ainsi que le disent les Anglais, le baromètre de l'alcoolisme, ce sont des cas d'alcoolisme aigu et spécialement de « *delirium tremens* ».

Or, à ce point de vue, l'amélioration est certaine, si l'on compare le régime *relativement* sec d'après guerre, à celui qui existait avant 1914.

Voici, par exemple, la statistique des collocations pour alcoolisme, à l'Asile-dépôt de l'Hôpital Saint-Jean (Bruxelles) :

	Alcoolisme.	Collocations totales.	‰.
1912.	46 cas.	260 cas.	17,68
1913.	58 id.	276 id.	21,04
1919.	4 id.	228 id.	1,75
1920.	15 id.	222 id.	6,75
1921.	17 id.	251 id.	6,77
1922 ⁽²⁾	23 id.	282 id.	8,51
1923.	25 id.	333 id.	7,83

Il est à peine besoin de commenter ces chiffres pour montrer le parallélisme saisissant entre la consommation générale des spiritueux et le nombre des collocations pour alcoolisme aigu.

Avant la guerre, sous le régime du laissez-faire, il y a, bon an mal an, de quarante à soixante collocations d'alcooliques. Ces chiffres tombent à rien sous le régime d'abstinence forcée résultant de la guerre. Il tend à remonter depuis lors, mais, à de très rares exceptions près, les intoxiqués déclarent l'être par le vin ou la bière. D'autre part, la consommation des spiritueux étant aujourd'hui la moitié de ce qu'elle était en 1914, le nombre des colloqués, pour une population plus nombreuse, n'atteint pas, en chiffres absolus, la moitié de ce qu'il était avant guerre.

Si l'on prend, du reste, l'ensemble des asiles d'aliénés du pays, on aboutit aux mêmes constatations.

C'est ce qu'établit le tableau statistique suivant, qui nous a été communiqué

(1) Sur l'accroissement de la consommation de vins et de bières. (Voir annexe B.)

(2) Le territoire de Laeken a été ajouté à celui de Bruxelles en 1922; c'est ce qui explique, du moins en partie, le nombre plus grand de collocations durant ces années.

par le Service de Statistique du Ministère de la Justice, dirigé par M. Jules Gillard :

ANNÉE.	TOTAL des admissions dans les asiles belges.		TOTAL des premières admissions.	TOTAL des admissions pour psychose alcoolique.	TOTAL des premières admissions pour psychose alcoolique.	TOTAL des admissions pour psychose morph. et cocaïnique.
1909	H.	2,684	1,913	625	474	0
	F.	2,125	1,578	78	57	?
	TOTAL	4,809	3,491	703	531	0
1910	H.	2,741	2,090	566	435	0
	F.	2,065	1,519	58	50	?
	TOTAL	4,806	3,609	624	485	0
1911	H.	2,893	2,069	695	512	6
	F.	2,137	1,623	115	100	1
	TOTAL	5,030	3,692	810	612	7
1912	H.	2,995	2,133	613	411	1
	F.	2,202	1,669	85	67	3
	TOTAL	5,197	3,802	698	478	4
1913	H.	2,485	1,771	526	397	6
	F.	1,734	1,304	73	60	0
	TOTAL	4,219	3,075	599	457	6
1914	H.	2,657	1,967	423	301	1
	F.	2,200	1,443	53	37	0
	TOTAL	4,857	3,410	476	338	1
1915	H.	2,024	1,532	265	176	2
	F.	1,854	1,358	32	24	1
	TOTAL	3,878	2,890	297	200	3
1916	H.	2,187	1,681	252	213	5
	F.	1,911	1,520	35	28	5
	TOTAL	4,158	3,201	287	241	10
1917	H.	1,721	1,540	189	135	1
	F.	1,836	1,470	33	16	5
	TOTAL	3,607	3,010	222	151	6
1918	H.	1,802	1,462	104	85	2
	F.	1,737	1,414	19	12	3
	TOTAL	3,539	2,876	123	97	5
1919	H.	3,075	2,312	150	114	15
	F.	2,788	1,957	32	21	8
	TOTAL	5,863	4,269	182	135	23
1920	H.	2,985	2,255	231	183	12
	F.	2,825	2,060	36	17	4
	TOTAL	6,810	4,315	267	200	16
1921	H.	2,781	1,840	283	214	13
	F.	2,724	1,800	33	26	6
	TOTAL	5,505	3,640	316	240	19

On voit que le total des premières admissions pour psychose alcoolique s'est réduit de beaucoup plus de moitié depuis 1913. Il a atteint son minimum en 1918 (interdiction ou impossibilité de se procurer des spiritueux en Belgique occupée).

Il s'est relevé, depuis lors, sous le régime transactionnel établi par M. Delacroix, mais, en définitive, l'amélioration reste considérable et, par le fait de la loi de 1919, l'alcoolisme, avec ses conséquences néfastes, subit un sérieux arrêt de développement.

On remarquera, d'autre part, le nombre peu considérable des admissions pour psychose morphino-cocaïnique, ainsi que l'absence complète de rapport entre le nombre de ces admissions et celui des admissions d'alcooliques. Ainsi que nous l'écrivait récemment le professeur Ley, « la légère recrudescence des psychoses toxiques, due à la vente de la cocaïne par les Allemands à l'armistice, n'a rien à voir avec une appétence spéciale qu'auraient les alcooliques pour ces poisons, alors qu'ils sont privés d'alcool ».

Cette analyse serait incomplète, si nous n'y ajoutions point le témoignage de M. le D^r Clerfayt, dont le pessimisme relatif nous a inspiré des réserves, sur les conséquences sociales de la législation antialcoolique dans certains milieux ouvriers.

« J'ai demandé au Levant d'Ecaussinnes les constatations faites depuis la loi nouvelle. On sait que ces ouvriers carriers étaient classés parmi les forts buveurs d'alcool.

Rocteurs de chantiers : les absences du lundi ont diminué des $\frac{2}{3}$. De 20 %, elles sont tombées à 8 %.

Taillleurs de pierre. Pas de statistique possible.

L'impression, c'est qu'avant guerre il y avait environ 30 % d'absences le lundi, et actuellement 7 à 8 %. — Les tailleurs de pierres travaillent aux pièces. C'est pourquoi il n'y a pas de statistique. Ils s'absentent quand ils veulent. D'autre part, le travail varie chaque jour. Tantôt c'est une pierre simple, tantôt une pierre moulurée à travailler.

Quoi qu'il en soit, l'effet utile s'est notablement accru. Il faut, non seulement, tenir compte de l'augmentation du temps consacré au travail, mais de l'augmentation qui a sa répercussion sur l'effet utile.

J'oubliais de dire que la disparition des deux cabarets dans le voisinage de la carrière a eu pour résultat la suppression totale de l'arrêt à 10 heures du matin, arrêt qui durait 45 minutes. »

De tels résultats expliquent que les représentants de la classe ouvrière, dans cette Chambre, soient d'accord pour réclamer, en attendant qu'on la renforce, le maintien de la loi du 29 août 1919.

*
* * *

Nous avons ainsi caractérisé les effets directs et indirects de la loi sur le régime de l'alcool.

Elle n'est pas appliquée dans tous les milieux avec la rigueur désirable. Elle a, sur l'ancien régime de prohibition totale cet inconvénient grave, que la consommation à domicile subsiste, et que d'autre part, l'autorisation de vendre, par deux litres, crée à la fois des fraudes et des inégalités peu justifiables.

Néanmoins, c'est dans une large mesure grâce à elle que la criminalité décroît, que la population des dépôts de mendicité est quatre fois moins forte qu'avant guerre, que le nombre des malheureux colloqués pour psychose alcoolique ne représente plus la moitié de ce qu'il était en 1914.

En présence de tels résultats, est-il possible sans compromettre les intérêts

sociaux les plus graves, de revenir ou à peu près, au régime d'avant guerre, de rétablir pour plus de cent mille cabaretiers ou restaurateurs l'autorisation de verser à nouveau, des spiritueux à pleins verres, sans autre correctif que le maintien de droits élevés, mais non prohibitifs sur l'alcool?

Votre Section centrale ne l'a pas pensé.

Par 6 voix contre 1, elle a repoussé l'article 1^{er} de la proposition de loi.

Certains membres cependant, s'étaient demandés si l'on ne pourrait, sans compromettre l'application de la loi, supprimer la disposition qui interdit aux cabaretiers de détenir chez eux de l'alcool en si petite quantité que ce soit.

Nous avons interrogé sur ce point l'Administration des douanes (Service des Accises).

Sa réponse motivée (voir annexe A, p. 21) est catégorique :

« Supprimer cette disposition équivaldrait pratiquement à l'abrogation de la loi ».

Dans ces conditions, la Section centrale, à l'unanimité moins une voix, s'est prononcée pour le maintien du texte actuel, en attendant une revision qui en fasse disparaître les lacunes et en augmente l'efficacité.

Il y a deux ans, déjà, plus de cent personnalités éminentes, en tête desquelles se trouvaient le Cardinal-Archevêque de Malines, le Grand Rabbin de Belgique, les Chefs des Églises protestantes, publiaient une déclaration, qui débutait en ces termes :

« Une propagande intense se fait contre la loi sur l'alcool, votée naguère, à une forte majorité, par nos deux Chambres, grâce à un accord patriotique des partis.

» Ce serait un malheur et une faute de rapporter cette loi ».

La Section Centrale a la conviction que cette faute ne sera pas commise et que ce malheur sera évité.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

Le Rapporteur,
ÉMILE VANDERVELDE.

ANNEXES

Bruxelles, le 18 mars 1924.

A Monsieur Vandervelde, Ministre d'État, avenue Brugman, 124, à Uccle.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa lettre du 25 février dernier, M. le docteur Boulanger, secrétaire de l'Office centrale d'études contre l'alcoolisme, m'a demandé de vous faire parvenir certains renseignements au sujet de l'application de la loi du 29 août 1919.

Ces renseignements portent sur les points suivants :

Questions.	Réponses.								
I. — La loi actuelle pourrait-elle être encore sérieusement appliquée si l'on supprimait l'article 2 interdisant aux débitants de boissons fermentées de détenir des spiritueux dans leur domicile?	La note-annexe A, pages 1 et 2, contient la réponse à cette question.								
II. — Nombre actuel des débits de boissons?	Ce nombre s'élevait, au 31 décembre 1923, à 117,997. Voici le chiffre des années antérieures : <table> <tr> <td>31 décembre 1922,</td><td>120,983</td></tr> <tr> <td>Id. 1921,</td><td>135,008</td></tr> <tr> <td>Id. 1920,</td><td>152,200</td></tr> <tr> <td>Id. 1913,</td><td>202,000</td></tr> </table>	31 décembre 1922,	120,983	Id. 1921,	135,008	Id. 1920,	152,200	Id. 1913,	202,000
31 décembre 1922,	120,983								
Id. 1921,	135,008								
Id. 1920,	152,200								
Id. 1913,	202,000								
III. — Consommation par tête : a) des spiritueux; b) des vins; c) des bières.	Les tableaux annexes B et C indiquent la consommation des <i>spiritueux</i>, par année, depuis 1890 jusqu'à 1923 inclusivement. Le relevé annexe D donne la consommation des <i>bières</i> et des <i>vins</i> de 1910 à 1923.								
IV et V. — Renseignements sur l'application de la loi. Nombre de procès-verbaux et fermeture des cabarets. Appréciation du Département des Finances sur l'étendue des fraudes et sur le nombre des distilleries clandestines.	Voir note annexe A, pages 2 et 7, et annexe E.								

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

R. HANSEN,

Directeur au Ministère des Finances.
(Service des Accises.)

Membre de l'Office central d'études contre l'alcoolisme.

ANNEXE A.

Note pour Monsieur le Rapporteur de la Section centrale chargée d'examiner le projet de loi déposé par M. le Représentant Pierco et par un groupe de ses collègues.

I. — L'article 2 de la loi du 19 août 1919 fait aux débitants de boissons à consommer sur place (cabaretiers, restaurateurs, tenanciers de pâtisseries avec salons de dégustation, etc.), défense absolue de détenir des spiritueux non seulement dans les locaux consacrés à l'exercice du commerce et dans leurs dépendances où le public a accès, mais encore dans les parties de l'habitation y attenante réservées au commerçant et à sa famille. Cette disposition, dit un arrêt récent de la Cour de Cassation (11 février 1924), repose sur la présomption que les boissons alcooliques détenues par le débitant sont destinées à être servies aux clients de l'établissement. D'une façon très générale cette présomption répond à la réalité des faits. La supprimer équivaldrait pratiquement à l'abrogation de la loi, l'expérience faite pendant la période d'application de la loi du 19 août 1889 sur le droit de licence permet de l'affirmer. La simple détention des spiritueux n'étant plus prohibée, le débit des boissons fortes s'organiserait dans des locaux de l'habitation privée où les employés ne peuvent pénétrer qu'en vertu d'une autorisation du juge de paix, à certaines heures connues d'avance, après des pourparlers et des justifications de pouvoirs permettant aux consommateurs de s'éclipser ou tout au moins de se donner l'apparence de visiteurs reçus dans l'intimité familiale.

Si la prohibition édictée par l'article 2 venait à tomber, pourraient seuls être constitués en contravention les cabaretiers surpris en flagrant délit de vente. Or à l'heure actuelle le nombre des procès-verbaux rédigés du chef de *détention* de boissons fortes est de beaucoup supérieur à ceux dressés pour *vente* d'alcool à consommer sur place. Un dénombrement portant sur 100 dossiers pris au hasard dans les archives du service du contentieux donne 84 procès-verbaux de la première catégorie et 16 seulement de la seconde.

L'argument invoqué par les cabaretiers pour justifier leurs revendications au sujet de l'abrogation de l'article 2 a plus de prétention que d'à propos. Il cherche son fondement dans l'article 6 de la Constitution.

« Tous les citoyens peuvent avoir de l'alcool chez eux, oui, sauf les cafetiers. (Notes à MM. les Sénateurs et Membres de la Chambre des Représentants envoyées par l'Union des Cafetiers de la province de Liège, p. 4.) »

Il est trop peu sérieux pour qu'on s'y arrête. Les intéressés poursuivent moins un but d'égalité avec leurs concitoyens que la suppression d'une disposition qui les empêche de violer impunément la loi. Il est à noter d'ailleurs que la jurisprudence judiciaire et administrative reconnaît au cabaretier dont l'état de santé justifie l'usage de spiritueux, le droit d'en détenir, sous certaines conditions, en

dehors des locaux affectés au commerce. Or, on constate que dans les cas, d'une fréquence anormale, où des praticiens prescrivent des frictions alcooliques les malades ou se disant tels usent, prétendent-ils, pour ces soins externes non d'alcool dénaturé (camphré ou autre) délivré par un pharmacien, mais bien de genièvre, de cognac et parfois de produits de marque : fine champagne, cointreau, etc. La fraude éclate aux yeux les moins prévenus. (Les employés rédigent procès-verbal dans les cas de l'espèce).

En conclusion si l'on veut maintenir les résultats acquis, il faut s'opposer à l'abrogation de l'article 2.

II. — Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 1919 jusqu'au 1^{er} janvier 1924 il a été rédigé 23,208 procès-verbaux à charge de cabaretiers et 3,942 à charge de consommateurs (1). Pendant la même période 2,222 condamnations définitives, comportant la fermeture du débit de chaque inculpé, ont été prononcées par les tribunaux contre des cabaretiers. Cela n'implique cependant pas qu'un nombre égal de cabarets aient disparu car dans la plupart des cas, dans les agglomérations importantes tout au moins, le cabaretier déchu cède ses affaires à un tiers quand il ne peut les continuer sous le nom de sa femme ou d'un de ses enfants, lui-même quittant l'immeuble où s'exerce le commerce.

III. — Les considérations ci-après sur l'application de la loi répondent, entre autres, à la question de l'étendue des fraudes.

Un fait domine toute la situation. Le nombre des débits de boissons qui était de 138,878 le 1^{er} janvier 1920 (contre 179,962 au 1^{er} janvier 1914), était descendu à 117,997 au 1^{er} janvier dernier, soit « grosso modo » une réduction de 21,000 depuis l'entrée en vigueur de la loi. Mais celle-ci ne peut réclamer pour elle seule tout l'honneur de cette réduction, car il est certain que d'autres circonstances d'ordre économique, en particulier les exigences des propriétaires dans les grands centres, ont forcé un bon nombre de cabaretiers à cesser l'exercice de leur profession.

Parallèlement le nombre des magasins dont les tenanciers vendent des spiritueux par deux litres (minimum théorique tout au moins) s'est accru formidablement : il a plus que doublé puisque, tombé de 11,114 à 10,697 pendant la période du 1^{er} janvier 1914 au 1^{er} janvier 1920, il est maintenant de 21,357.

On boit beaucoup en famille, dit M. le Procureur du Roi, à Mons, dans un rapport communiqué par le Département de la Justice au Ministère des Finances. L'Administration n'a pas d'élément positif qui lui permette de généraliser cette affirmation, mais il faut cependant convenir que les données statistiques ci-dessus lui confèrent un singulier relief.

La consommation des spiritueux n'est pas limitée au seul domicile particulier. A la faveur de l'arrêt rendu par la Cour de Cassation en cause de la société « L'Harmonie » à Verviers, beaucoup de cercles privés font servir des boissons fortes à leurs membres dans leurs locaux. Nos agents ont recensé dans le pays

(1) Voir tableau ci-joint.

55 sociétés, qui déclarent user de ce droit et 174 qui limitent aux boissons fermentées les rafraichissements qu'on peut se procurer à leur buffet. Dans la réalité le nombre des groupements du premier genre est vraisemblablement supérieur à 55. (Voir le premier article du journal *La Défense* ci-joint.)

L'alcool n'a pas non plus disparu complètement des cabarets. Des dénonciations parvenues à l'Administration prétendent même que dans certaines régions (Vallée de la Meuse, Ardennes, Roulers, Thielt, villes balnéaires, etc.) le débit des spiritueux se pratique couramment.

Il y a certainement exagération dans les racontars qui se colportent à ce sujet. C'est ainsi qu'à Malines où, d'après diverses informations, la situation faisait scandale, la visite approfondie d'un bon nombre de cafés effectuée à l'improviste par la section spéciale des recherches de Bruxelles, dirigée par son contrôleur en personne, n'a fait découvrir qu'une seule infraction. Par contre, les commis des accises, à Lierneux, et les gendarmes à Bouvignes, ont au cours d'une expédition en force relevé, en un seul jour, 6 ou 7 contraventions. Il semble que là où le débit des spiritueux se pratique encore il soit limité aux seuls consommateurs connus du cabaretier. Le client de passage, l'inconnu ne trouverait pas à se faire servir s'il s'avisait de commander un verre d'eau-de-vie. Dans les villes, à Bruxelles notamment, les débitants qui violent la loi ont un mot de passé que le consommateur doit prononcer pour obtenir la boisson prohibée.

Mais l'interdiction qui pèse sur les cabaretiers et les dangers auxquels ceux-ci s'exposent par la seule *détention* de spiritueux ont fait éclore une foule de débits clandestins. Des épiciers, des verdurières, des coiffeurs, des marchands de tabacs ont trouvé très profitable de fournir à la passion des amateurs d'alcool l'occasion de se satisfaire. On boit au comptoir et plus encore dans les arrière-boutiques où la constatation du délit est rendue à peu près impossible par la répugnance des tribunaux à considérer ces endroits comme publics même quand il s'y trouve des gens étrangers à la famille du commerçant.

D'ailleurs en général les juges semblent ignorer les difficultés que nos agents rencontrent dans la constatation des délits, les ruses de toutes sortes employées par les cabaretiers pour tourner la loi. Ils considèrent comme draconienne la demande de condamnation dirigée contre un débitant chez qui on a découvert quelques centimètres cubes de genièvre sans songer que, pendant des semaines peut-être, les employés ont dû guetter le moment propice pour mettre fin à l'impunité qui faisait scandale. Ils taxent de brutalité le commis des accises qui se précipite pour arrêter une personne qu'il voit s'enfuir vers les appartements privés du cabaretier (où elle va mettre en sûreté la preuve du délit), sans se dire que si cet agent avait pris le temps de se présenter, d'exhiber sa commission, de poser des questions, son intervention eût été absolument stérile.

Exposés aux rancunes des cafetiers, bafoués par les avocats des prévenus, souvent rabroués publiquement par les juges, malmenés par la presse, nos agents doivent avoir beaucoup de courage et de dévouement pour continuer leur tâche ingrate. Pourtant, dans l'ensemble, ils persévèrent, et l'Administration peut dire avec fierté que les résultats obtenus dans l'application de la loi du 29 août 1919 sont dus en majeure partie à ses agents auxquels, il faut le reconnaître, la gen-

darmerie prête un concours efficace. Par contre la police se désintéresse complètement de l'observation de la loi et le nombre des procès-verbaux dressés par elle est infime.

*
* * *

Le nombre de distilleries clandestines découvertes en ces dernières années se décompose comme suit :

1918		361
1919		784
1920		199
1921		52
1922		22
1923		16

La période la plus voisine de l'armistice est marquée par l'éclosion d'une foule de distilleries clandestines. Cette situation ne doit pas surprendre si l'on songe à la formidable perturbation économique causée par quatre années de guerre : le chômage sévissait, les économies de beaucoup de ménages étaient épuisées, les services administratifs étaient désorganisés, les stocks de spiritueux étaient fort réduits, tout naturellement des miséreux et des trafiquants ont demandé à la fabrication de l'alcool un gain facile. Au fur et à mesure que la nation reprend sa vie laborieuse d'avant-guerre l'importance des fraudes diminue.

A l'opposé de ce que certains milieux intéressés cherchent à faire croire, les prohibitions édictées par la loi du 29 août 1919, n'ont pas accru le nombre des distilleries clandestines. Celui-ci est fonction du prix de l'alcool — donc, dans une large mesure, de l'élévation des droits d'accise — et du prix des matières premières. Or, les fraudeurs emploient presque exclusivement le sucre pour leur fabrication parce que, installés rudimentairement, ne possédant point notamment d'appareil de rectification, il ne leur est guère possible de produire, en utilisant d'autres matières que le sucre, des flegmes suffisamment débarrassés d'impuretés pour pouvoir être livrés à la consommation de bouche. Si le prix des eaux-de-vie ne progresse pas parallèlement à celui du sucre, l'industrie des distillateurs clandestins ne saurait guère être rémunératrice. Tel est le cas à l'heure actuelle. Aussi, les rapports faits par les employés au sujet des professionnels de la fraude, soumis à ce titre à une surveillance spéciale, signalent-ils que tous ces gens ont, en ce moment, des occupations régulières.

L'Administration n'a pas la prétention de croire qu'aucune distillerie clandestine n'échappe à ses recherches. Elle est persuadée du contraire. A mesure que la surveillance se resserre la fraude perfectionne ses procédés. Des appareils facilement démontables et transportables sont maintenant utilisés et parfois même une certaine division du travail se fait entre complices : des matières sont mises en fermentation dans deux ou trois immeubles différents et l'alambic voyage d'un local à l'autre quand la maturation des moûts est à point. Cependant les distillateurs clandestins, malgré les précautions les plus minutieuses,

sont fort exposés à se faire « pincer ». Leurs travaux exigent des allées et venues nombreuses pour le ravitaillement de l'usine en combustible et en matières premières et pour l'évacuation des alcools et des résidus; ils sont accompagnés d'émanations caractéristiques perceptibles même à l'extérieur des locaux. Aussi, les employés sont-ils souvent mis sur la piste des fraudeurs par des dénonciations anonymes quand leurs recherches ne les amènent pas à intervenir spontanément. Fixer la durée moyenne de l'existence d'une distillerie clandestine est chose impossible. Il serait puéril d'attacher la moindre créance aux dires des fraudeurs qui, lorsqu'ils sont surpris, prétendent, presque invariablement, n'avoir distillé que quelques fois, cependant on peut dire sans crainte de se tromper que les distilleries clandestines qui fonctionnent longtemps restent l'exception.

Eaux-de-vie. — Situation

	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°
Fabrication indigène.								(1)						
Q. ant. légalement constatées	566,284	588,435	587,822	534,370	584,731	628,431	546,471	592,615	593,341	678,456	746,941	736,905	637,165	492,213
Excédents indemnes sous l'ancien régime (8° des quantités légalement constatées)	45,303	47,051	41,926	46,720	46,776	50,272	43,712	31,600	"	"	"	"	"	"
Total de la production	611,587	635,486	631,848	631,090	631,507	678,703	590,183	624,215	593,341	678,456	746,941	736,905	637,165	492,213
Importations	15,050	46,429	16,309	46,620	48,044	48,286	17,642	42,473	42,484	42,297	43,960	47,837	44,850	40,474
TOTAUX	626,637	681,915	651,157	677,710	679,551	726,989	607,825	666,688	635,825	720,753	790,901	784,742	682,015	532,687
Exportations avec décharge des droits	17,448	40,202	9,798	4,302	4,153	4,764	3,740	2,972	26,161	409,868	83,867	83,349	52,287	67,413
Reste pour la consommation	609,249	641,713	641,359	673,408	675,398	722,225	604,085	663,716	609,664	680,885	707,034	701,393	629,728	465,274
Quantités utilisées à des usages industriels (2).	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,047	26,368	40,429	65,472
Quantités destinées à la consommation humaine	594,249	626,713	626,359	658,408	660,398	707,225	589,085	648,716	594,664	665,885	687,034	675,025	589,299	400,002
Population (3)	6,069,321	6,129,054	6,189,375	6,250,229	6,311,803	6,373,922	6,436,653	6,500,001	6,563,973	6,628,573	6,693,810	6,759,690	6,826,19	6,893,403
Consommation présumée par habitant (4). (Nombre de litres)	9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 15	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 37	9 lit. 91	8 lit. 45	5 lit. 37
	10 lit. 03					9 lit. 76				8 lit. 98				

(1) Dont 398,203 hectolitres produits sous le régime antérieur à la loi du 15 avril 1896 et 497,442 sous le nouveau régime.

(2) Antérieurement à la loi de 1896, il n'était pas accordé décharge de l'accise pour les alcools utilisés à des usages industriels; après enquête, on a évalué à 15,000 hectolitres la quantité d'alcool employée annuellement à ces usages antérieurement à 1897. En 1897, la quantité utilisée avec décharge de l'accise par les industries employant de l'alcool a été de 10,000 hectolitres environ. On estime que la différence de 5,000 hectolitres a continué d'être utilisée sans décharge des droits; cette quantité est comprise dans les chiffres mentionnés pour les années 1897 et suivantes.

des années 1890 à 1921.

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921
H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.
658,034	648,726	636,503	667,630	720,626	697,037	710,871	738,643	835,601	736,664	447,725	262,401	169,231	99,883	103,915	139,779	293,103	437,526
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
658,034	648,726	636,503	667,630	720,626	697,037	710,871	738,643	835,601	736,664	447,725	262,401	169,231	99,883	103,915	139,779	293,103	437,526
10,622	12,316	12,784	14,038	15,142	17,136	23,806	15,806	17,942	18,079	6,899	3,732	13,644	618	"	12,895	51,546	24,567
668,636	631,042	649,287	681,638	735,768	714,773	734,677	754,449	853,543	751,743	454,624	266,136	182,875	100,504	103,915	152,674	344,049	462,093
161,100	128,101	127,809	108,310	85,852	72,687	94,701	56,990	35,971	1 1 656	29,877	18,553	2,499	3,072	"	24,765	17,836	152,047
507,856	802,041	821,478	573,378	649,916	642,086	639,076	697,189	817,572	623,087	421,747	247,583	180,376	97,429	103,915	127,909	327,113	310,016
94,290	96,358	112,297	173,150	231,137	240,146	251,951	288,921	332,241	200,636	162,700	34,462	25,186	23,701	20,881	85,612	111,665	161,993
413,266	406,883	409,181	400,228	418,779	401,940	388,025	408,538	485,331	422,401	262,047	213,121	154,890	73,728	83,031	42,297	185,148	148,053
6,961,248	7,029,761	7,098,948	7,168,816	7,239,371	7,310,621	7,423,784	7,501,024	7,579,068	7,657,924	7,684,492	7,709,197	7,692,617	7,642,054	7,555,578	7,577,027	7,482,155	7,478,310
5 lit. 94	5 lit. 78	5 lit. 76	5 lit. 58	5 lit. 78	5 lit. 50	5 lit. 23	5 lit. 45	6 lit. 40	5 lit. 52	5 lit. 41	2 lit. 76	2 lit. 01	0 lit. 96	1 lit. 10	0 lit. 56	2 lit. 48	1 lit. 98
5 lit. 69				5 lit. 67				2 lit. 93									

(3) La population de 1890, de 1900, de 1910 et de 1920 s'entend de la population accusée par le recensement décennal. Pour les autres années, la population a été établie jusqu'en 1913, d'après une progression constante résultant des chiffres de 1890, de 1900 et de 1910; à partir de 1914, il a été tenu compte de la population de droit publiée au *Monteur*.

(4) La réalité ne répond à cette présomption que pour autant que le stock existant au 1^{er} janvier n'ait subi ni augmentation ni réduction dans le courant de l'année.

ANNEXE C.

EAUX-DE-VIE.

Consommation présumée par habitant.

	1922.			1923 ⁽¹⁾ .		
	Belgique.	Grand Duché de Luxem- bourg.	Totaux de l'Union.	Belgique.	Grand Duché de Luxem- bourg.	Totaux de l'Union.
	III. à 50° —	III. à 50° —	III. à 50° —	III. à 50° —	III. à 50° —	III. à 50° —
Importations.	24 664	318	24,982	21,013	307	21,320
Enlèvement des distilleries pour la consommation . .	153,820	8,770	164,590	171,575	9,000	180,575
TOTAUX	180,484	9,088	189,572	192,588	9,307	201,895
Populations ²	7,539,568	261 643	7,801,211	7,615,000	264,000	7,879,000
Proportion par tête d'habitant.	2 lit. 39 (²)	3 lit 47 (²)	2 lit. 43 (²)	2 lit. 52 (²)	3 lit. 52 (²)	2 lit. 56 (²)

⁽¹⁾ Renseignements provisoires.

⁽²⁾ Les chiffres ci-dessus ne représentent qu'une proportion approximative, étant donné que des alcools belges sont consommés dans le Grand-Duché et vice-versa. Depuis la mise en vigueur de l'Union la frontière douanière est supprimée entre les deux pays.

ANNEXE D.

ACCISES.

Consommation de bières et de vins en Belgique par tête d'habitant.

ANNÉES.	BIÈRES.	VINS.	OBSERVATIONS.
	Litres.	Litres.	
1910	219	6.62	
1913	223	4.61	
1916	89	—	
1917	66	—	
1918	64	—	
1919	127	7.38	
1920	138	7.61	
1921	169	6.69	
1922	202	7.27	
1923	234 (1)	7.56 (1)	(1) Chiffres provisoires.
Nombre de débits de boissons spiritueuses au 31 décembre 1923 : 126,626			

ANNEXE E.

Application de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.

Situation à la fin de 1923.

PROVINCES.	Nombre de procès-verbaux rédigés						TOTAL		Nombre de transactions depuis 1919		Nombre d'affaires sur lesquelles aucune décision n'est encore intervenue.	Nombre de condamnations définitives prononcées.	Nombre d'affaires introduites en justice et non jugées.	Nombre de consommateurs		Nombre de débits y compris les restaurants.	Observations.
	par les agents de l'Administration ou à leur intervention		par la gendarmerie ou la police locale						proposées.	acceptées.				constitués en contravention.	condamnés définitivement.		
	en ville ou dans les centres industriels.	à la campagne.	en ville ou dans les centres industriels.		à la campagne.												
			Gendarmerie.	Police.	Gendarmerie.	Police.											
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
1 ^{er} trimestre . . .	319	286	133	60	152	4	954	20,000	17,005	15,677	548	1,517	990	3,405	2,384	120,653	
2 ^e id.	305	431	134	75	108	5	1,058	21,048	17,829	16,648	592	1,899	714	3,579	2,571	120,017	
3 ^e id.	310	266	141	33	96	1	847	21,899	18,522	17,332	600	1,983	625	3,712	2,686	118,673	
4 ^e id.	290	417	228	45	327	1	1,308	23,208	19,139	17,812	865	2,222	575	3,942	2,840	117,997	
	1,224	1,400	636	213	683	11	4,167	23,208 ⁽¹⁾	19,139	17,812	865	2,222	575	3,942	2,840	117,997	

Les colonnes 9 à 16 donnent la situation depuis l'application de la loi; les colonnes 1 à 8 mentionnent les constatations faites pendant le trimestre.

(1) Voir décomposition par province ci-contre.

Décomposition par province.

PROVINCES.	Situation à la fin du premier trimestre 1923.	Deuxième trimestre.	Troisième trimestre.	Quatrième trimestre.
Anvers	1,814	1,878	1,950	2,032
Brabant	2,862	2,983	3,098	3,256
Flandre occidentale	1,382	1,528	1,607	1,704
Flandre orientale	2,655	2,817	2,932	3,136
Hainaut	4,774	5,007	5,217	5,553
Liège	3,409	3,602	3,747	3,935
Limbourg	944	978	1,017	1,064
Luxembourg	952	995	1,029	1,099
Namur	1,208	1,260	1,302	1,429
TOTAUX.	20,000	21,048	21,899	23,208

Application de l'article 1^{er}, § 2 de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool. (Arrêté royal du 21 avril 1921.)

Année 1923

PROVINCES.	Nombre de débitants de spiritueux vendant par quantités de 2 à 6 litres et tenant le calepin n° 122 bis.	Nombre de fabricants, négociants ou courtiers tenant le registre n° 122.	Nombre des visites effectuées dans les établissements où l'on tient		Nombre d'infractions à l'arrêté royal du 21 avril 1921. découvertes				TOTAL		Nombre de transactions depuis le 1 ^{er} août 1921		Observations.
			le calepin n° 122 bis.	le registre n° 122.	par les agents de l'Administration			par la gendarmerie et la police (art. 1 ^{er}).	du trimestre.	depuis le 1 ^{er} août 1921.	proposées.	acceptées.	
					article 1 ^{er} (transports irréguliers).	article 2 (tenue des registres).	article 3 (recensements).						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1 ^{er} trimestre	10,396	2,618	31,921	7,447	67	52	429	23	571	2,444	2,221	2,097	
2 ^e trimestre	20,072	2,813	34,702	7,733	76	78	431	28	633	2,964	2,764	2,786	
3 ^e trimestre	20,493	2,795	32,973	7,943	76	61	413	35	591	3,767	3,492	3,353	
4 ^e trimestre	20,060	2 876	36,026	8,270	114	57	477	47	695	4,462	4,184	4,031	
					339	248	1 750	133	2,490				

(N^o 344)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JUNI 1924.

Wetsvoorstel tot wijziging der wetten van 29 Augustus 1919 op de regeling van het alcoholbedrijf en betreffende de slijterijen van gegiste dranken ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER VANDERVELDE.

MIJNE HEEREN,

Het ons voorgelegde wetsvoorstel heeft ten doel wijzigingen te brengen in de wetten op de regeling van het alcoholbedrijf en van de slijterijen van gegiste dranken.

De algemeene samenhang dezer wetten, die den 29^e Augustus 1919 tegelijkertijd werden afgekondigd, is gekend.

In fiscaal opzicht, worden door deze wetten de rechten op den brandewijn fel verhoogd.

Wat de slijterijen van gegiste dranken betreft, worden door deze wetten aan de herbergiers bijzondere eischen opgelegd in het belang der zedelijkheid en gezondheid van het volk; bovendien wordt eene openingstaxe geheven, telkens als eene nieuwe slijterij wordt geopend.

Ten slotte, in zake den strijd tegen het alcoholisme, verbieden deze wetten het verbruik, den verkoop en zelfs de kosteloze aanbieding van sterke dranken ter plaatse te verbruiken, overal waar het publiek toegang heeft: slijterijen, gasthoven, spijshuizen, enz. (art. 1 der wet van 19 Augustus 1919 op de Regeling van het alcoholbedrijf).

Echter wordt de verkoop toegelaten van dezelfde dranken in zooverre elke verkoop of levering ten minste twee liter bedraagt; maar het is den drankslijters verboden dit bedrijf uit te oefenen of te hunnent sterke dranken te bergen in welke hoeveelheid ook.

(1) Wetsvoorstel, n^o 294 (1921-1922).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren SOUDAN, MATHIEU, VAN WALLEGHEM, VANDERVELDE en PONCELET.

EERSTE HOOFDSTUK.

De bewijisvoering der makers van het voorstel.

De heeren Pierco c. s. stellen natuurlijk niet voor deze wetsbepalingen geheel en gansch in te trekken.

Zij zijn integendeel voorstanders van hooge rechten op den alcohol. Zij hebben die rechten goedgekeurd en verklaren zich bereid er nog hoogere goed te keuren, in zoo verre nochtans dat zij steeds van fiskalen aard zijn en niet neerkomen op een verbod.

Ook nemen zij het beginsel aan betreffende de regeling der slijterijen van gegiste dranken, mits sommige voorziene straffen te verminderen, mits den termijn aan de slijters verleend om in regel te komen, met vijf jaar te verlengen en de wijze van inning der openingstaxe te veranderen.

Doch, anderzijds, stellen zij in de gedeeltelijke verbodsregeling der wet van 1919 zulkdanige wijzigingen voor, dat, moesten zij worden aangenomen, er van de bestaande verbodsbepalingen schier niets meer zou overblijven.

Door hun tekst, die de artikelen 1 en 2 der *wet op de Regeling van het alcoholbedrijf* zou vervangen, wordt opnieuw het slijten van sterke dranken toegelaten in de gasthoven, spijshuizen en drankhuizen; alleen het volgende verbod wordt gehandhaafd :

« Verbruik, verkoop en aanbieding van sterke dranken worden verboden op den openbaren weg, in de werkplaatsen en in de lokalen waar de loonen worden betaald. »

Feitelijk drukt gansch de poging der makers van het voorstel op de wetsbepalingen van 1919, waardoor de verkoop om ter plaatse sterken drank te verbruiken wordt verboden. Zij richten tot deze wetten het drievoudig verwijt, dat zij *ongrondwettelijk*, *onrechtvaardig*, *onvoldoende* zijn, en eene reeks nadeelige gevolgen na zich sleepen, welke de heer Pierco, in zijne toelichting, omschrijft als volgt :

1° De prohibitie-wet maakte een ernstige inbreuk op de persoonlijke vrijheid en op de handelsvrijheid en heeft aldus talrijke belangen aangetast; dit verbod heeft ongeveer 200,000 gezinnen van eerlijke handeldrijvers gedeeltelijk van hunne broodwinning beroofd en ze, zonder vergoeding, uit een bezit gedreven, dat zij door hun werk en spaarzaamheid hadden verworven;

2° Deze wet heeft eenvoudig de verbruikplaats veranderd en ze overgebracht van het koffiehuis naar het gezin; zij was bovendien een spoorslag tot grooter verbruik, daar zij verbiedt minder dan 2 liter te gelijk te koopen, hetgeen overigens den kostenden prijs van het « druppeltje » merkelyk dalen doet;

3° De smokkelhandel werd er door aangewakkerd, terwijl, anderzijds, tal van geheime stokerijen tot stand kwamen, die aanzienlijke hoeveelheden onzuivere en valsche producten in omloop brachten;

4° Op groote schaal werd het eertijds in ons land weinig gekende gebruik van geestverdoovende en bedwelmende middelen uitgebreid;

5° De middelen door de agenten gebruikt tot het beteugelen der overtredingen, zijn waarlijk, dank zij deze wet, verachtelijk geworden en gansch een leger spioenen en verklikkers is uit den grond opgerezen;

6° De wet heeft overgroot nadeel toegebracht aan een aanzienlijk nijverheidsbedrijf van ons land, alsmede aan een handelsbedrijf waardoor aan meer dan een millioen Belgen de bestaansmiddelen worden verschaft, terwijl nochtans het gematigd gebruik van den goeden alcohol veeleer aan te bevelen is: « Geen enkele wetenschappelijke en medische autoriteit betwist, overigens, den gunstigen invloed van het gematigd gebruik van goede sterke dranken op gezonde personen, noch het ontegensprekelijk nut er van, wanneer besmettelijke ziekten heerschen. »

Onder deze onderscheidene argumenten zijn er, welke wij willen uit den weg ruimen alvorens den grond der bewijsvoering van de stellers nader te onderzoeken.

§ 1. — *De wijze van onderzoek door de agenten van den fiscus.*

Men beweert dat in sommige gemeenten de agenten van den fiscus soms een al te ver gaanden ijver aan den dag hebben gelegd, en bij de drankslijters middelen gebruiken om tot alcoholgebruik aan te zetten of zelfs dit uit te lokken.

Niemand denkt er voorzeker aan zulke praktijken goed te keuren, en zoodra dergelijke misbruiken zouden bewezen zijn, zou het Departement voor de Financiën handelend moeten optreden om daaraan een eind te maken.

Maar de inlichtingen daarover ingewonnen door het *Office central d'Études contre l'alcoolisme*, verbonden aan het Ministerie van Justitie, van Binnenlandsche Zaken en van Financiën (Koninklijk besluit van 15 November 1920), stellen de zaken heelemaal anders voor. (Cfr. bijlage A. Nota van den Dienst der Accijnzen, II.)

Van af de toepassing der wet, heeft men kunnen opmerken dat de agenten van den fiscus, veel minder in getal, dat de gendarmen en de plaatselijke politiebedienden, over het algemeen veel meer ijver aan den dag legden en tweemaal meer processen-verbaal opmaakten dan de gendarmerie en de politie samen. (Cfr. bijlagen D en E.)

Daardoor staan zij ook bloot aan de systematische vijandschap van degenen die er belang bij hebben hun contróle te ontduiken en die in de noodzakelijke onderzoeken om het bedrog te ontdekken eene soort van inquisitie zien.

Het *Office* heeft vastgesteld dat herhaaldelijk « de agenten van den fiscus niet alleen werden mishandeld, maar geslagen en zelfs met den dood bedreigd omdat zij hun ambt in de volle wettelijkheid van hunne macht hadden willen uitoefenen » ⁽¹⁾.

Het geldt dus veel minder den overdreven ijver in te toomen van de accijns-

⁽¹⁾ Royaume de Belgique, *Annuaire de l'Office central d'Études contre l'alcoolisme*. Tweede jaargang, blz. 41, Brussel, Bosquetstraat, 24.

bedienden, die met voorbeeldiger moed hun moeilijke plicht vervullen, dan de al te vaak berekende lammenaardigheid van de plaatselijke politie in vele gemeenten te doen ophouden.

De middenafdeeling wil anderzijds niet als spionnen of verklikkers beschouwen degenen die in het belang van de wet, aan de openbare markten de begane overtredingen bekendmaken.

§ 2. — *De Uitbreiding van het gebruik van intoxicatie-middelen.*

De indieners van het wetsvoorstel willen een band van oorzaak zien tusschen de wet van 1919 en het aangroeiend gebruik van slaap- en verdoovingsmiddelen.

Dit is eene bewering die geen steek houdt, en door de feiten niet bevestigd maar wel tegengesproken wordt.

In een onlangs verschenen studie, over « *Le Péril Social de la Cocaïne* » zegt Dr Vervaeck dat er sedert den oorlog een stortvloed van vergift over geheel het Europeesch vasteland is neergeslagen. Een feit staat in elk geval vast : sedert 10 of 12 jaar groeit het gebruik van intoxicatie-middelen voor geneeskundig gebruik zeer snel aan, en daaronder heeft het gebruik van cocaïne de bovenhand, vooral in Europa en meer bijzonder in Frankrijk (waar psychiaters zelfs zoo ver gingen Duitschland te beschuldigen voor den oorlog een echte « offensive toxique » te hebben georganiseerd), in Duitschland en Engeland, vooral te Londen. In Italië en de Vereenigde-Statens spant hoofdzakelijk de morphine en hare verschillende variëteiten de kroon ; daar is echter eene onbetwistbare strekking waar te nemen om er ook de cocaïne bij te voegen, en de opiumproducten door deze te vervangen (1). »

Het is dus een algemeen verschijnsel dat men kan vaststellen zoowel in de landen waar volledige vrijheid van alcoholgebruik bestaat, als daar waar het « droge stelsel » van toepassing is.

Evenwel — en dit is een afdoend antwoord op het argument van den heer Pierco — in België is juist het kwaad veel minder erg dan in de naburige landen :

« Naar mijn oordeel, zegt Dr Vervaeck, is België, ondanks eenige teekenen van uitbreiding van cocaïne-verbruik in sommige groote steden van het land, tot hertoe in geruime mate ontsnapt aan den stortvloed van intoxicatiemiddelen voor geneeskundig gebruik aangewend. »

Dit oordeel wordt heel en al bijgetreden door Dr Ley, professor aan de Universiteit te Brussel, in volgend uittreksel uit eene studie getiteld : *Toxicomanie et Alcoolisme* (2) :

« Wij hebben te Brussel eene aanzienlijke vermindering kunnen waarnemen van het getal alcoholische ziekten en hebben slechts uitzonderlijk, en bij tijdstippen voor dewelke een wel bepaalde oorzaak bestond, eene vermeerdering kunnen vaststellen van het getal cocaïne- en morphinegebruikers.

(1) Uittreksel uit « *Les Annales de la Société Scientifique de Bruxelles* », t. XII, eerste deel.

(2) Bulletin de la Société médicale belge de tempérance, December 1923, bl. 14.

» Behalve dat deze waar slechts gekend is in zeer bijzondere middernachtbars, cafés-concerts, theaters, heeft men te Brussel nog al vele gevallen van cocaïnegebruik kunnen vaststellen onmiddellijk na den wapenstilstand en de Duitse Revolutie, een beroerd tijdstip gedurende hetwelk de Duitse soldaten al het materieel verkochten waarover zij beschikten, zelfs den inhoud van de veldapotheken.

» Zoo werd erte Brussel een groote hoeveelheid cocaïne op de bijzondere markt gebracht waar de cocaïnegebruikers zich deze waar aanschaffen, en dat een aangroei van het kwaad kon worden vastgesteld in 1918 en 1919. Maar tegenwoordig, ondanks de klaarblijkende vermindering van het alcoholverbruik in België, zijn de vastgestelde gevallen zeer zeldzaam en overtreffen niet het getal van vóór den oorlog. »

Wie ziet bovendien niet in dat onder het stelsel der Belgische wet van 1919 het nog altijd veel gemakkelijker is zich alcohol aan te schaffen dan morphine en cocaïne? Om alcohol te hebben heeft men die maar te gaan koopen bij den kruidenier op het hoekje; om andere intoxicatie-middelen te bezitten, zooals morphine of cocaïne, loopt men gevaar in de gevangenis geworpen te worden. Men kan dus niet ernstig beweren dat sommige lieden verdoovings- of slaapmiddelen nemen omdat zij beroofd zijn van geestrijke dranken.

§ 3. — De geheime stokerijen.

Het bestaan van geheime stokerijen en het smokkelen aan de grenzen zijn het bijna onvermijdelijk gevolg van de hooge rechten op den alcohol. Het is overigens het argument dat in 1919 sommige leden van de Middenafdeeling aanvoerden tegen de verviervoudiging (Cf. Bijlage A. Nota van den Dienst der Accijnzen, bl. 24).

Maar op dit oogenblik is het de quaestie of de prohibitieve wet voor gevolg heeft gehad onder dit opzicht het geheel misbruik te doen aangroeien of verminderen.

Ook hier worden de argumenten van den heer Pierco c. s. op de duidelijkste wijze weerlegd door de inlichtingen verschaft door het Beheer van Financiën aan het *Office d'Études*.

Van in 1922 heeft het *Office* inderdaad vastgesteld dat de geheime stokerijen snel verminderen, en dit om twee redenen: de eerste is dat de koffiehuisen geen gedistilleerde alcohol in 't klein mogen verkoopen, en men weet dat de kleinverkoop aan de stokers vroeger de gelegenheid gaf zonder veel gevaar hun smokkelwaar af te zetten; de tweede is de strengere contrôle over den verkoop met 2 tot 6 liters gedistilleerden alcohol ⁽¹⁾.

Ook, in tegenstelling met wat de indieners van het wetsvoorstel beweren, is de geheime stokerij in België verminderd *ten gevolge van de wet van 1919*, en, volgens het oordeel van het Departement van Financiën, zijn de officieele cijfers van het verbruik veel nader bij de werkelijkheid dan vóór den oorlog.

In 1919 werden er 789 geheime stokerijen ontdekt; in 1920, 210; in 1921, 52; in 1922, 21; in 1923, 16.

(1) *Loc. cit.* Annuaire pour 1924, bl. 44.

Welnu, niemand zal beweren dat het toezicht van den fiscus minder streng is geworden of dat zijn wijze van opzoeken minder doeltreffend is.

Het tegenovergestelde is waar.

In eene nota gericht tot het *Office d'Études*, deed in 1923 één der afgevaardigden van het Ministerie van Financiën de volgende opmerkingen :

« Sedert het Beheer de nieuwe regeling op het vervoer van alcohol toepast (geleibrieven, verkoopbulletijns, winkelregisters), stelt men van dat de geheime stokerijen bijna verdwenen zijn, Men merkt daarentegen een geringen aangroei in den verkoop van den alcohol die geregeld aan de rechten is onderworpen. Die tweevoudige uitslag is te verklaren om de zeer natuurlijke reden dat, is de bewaking strenger, de geheime alcohol geen afzetgebied meer vindt; van daar vermindering van het cijfer aangegeven door de regelmatige nijverheid ⁽¹⁾ ».

Kortom, wij hebben het recht te besluiten dat, in plaats van talrijke geheime stokerijen te doen ontstaan, de wet van 1919 dit getal heeft doen verminderen (Cf. Bijlage A. Nota van den Dienst der Accijnzen, bl. 24).

Na de argumenten te hebben weerlegd, die met het verbodstelsel slechts indirect verband houden, hebben wij nog de hoofdpunten te behandelen van de bewijsvoering van den heer Pierco c. s.

§ 4. — *Inbreuk op de industriele en de handelsvrijheid.*

De bestrijders der wet van 1919 drukken op het feit, dat de wet ernstigen inbreuk maakt op een nijverheidstak en een handelsbedrijf die niet te misachten zijn, terwijl anderzijds, volgens den heer Pierco, het gematigd gebruik van alcohol aan te bevelen is en zulks door geen enkel gezaghebbend man op wetenschappelijk of medisch gebied wordt betwist.

Om op deze laatste bewering te antwoorden is blijkbaar geen redetwist noodig, welke trouwens niet tot onze bevoegdheid hoort. Twee getuigenissen volstaan daartoe.

Reeds, tijdens den oorlog, is uit het onderzoek, in Engeland ingesteld op aanvraag van de *Central Control Board for Liquor Traffic*, dit drievoudig feit gebleken, dat de gezondheid nooit baat vindt bij het zelfs gering verbruik van alcoholhoudende dranken; dat echter het gebruik van deze dranken schadeloos kan zijn, wanneer zij in geringe mate worden genomen tijdens de eetmalen en onder den *verdunden* vorm (wijn, licht bier); dat daarentegen onder den *geconcentreerden* vorm (likeuren), ethyl-alcohol een vergift is dat nadeelig op het zenuwstelsel werkt en in onze hedendaagsche samenleving onberekenbare verwoestingen aanricht ⁽²⁾.

Er is echter nog een ander argument, van korteren datum en meer afdoende nog; 't is een antwoord aan de makers van het voorstel. Het geldt hier den wensch uitgebracht door professor Bordet in de Academie van Geneeskunde en *eenparig* door dit korps goedgekeurd den 21ⁿ Juni 1922.

(1) Annuaire pour 1923, bl. 102.

(2) *Alcohol its action in the human organism. Publications on C. B. of Liquor Traffic.*

Dit stuk luidt :

« Op het oogenblik dat, gedreven door klaarblijkende handelsbelangen, een zeer hevige strijd wordt aangebonden tegen de wetten tot afschaffing van het alcoholisme, meent de Academie van geneeskunde dat het haar plicht is nogmaals te drukken op de noodzakelijkheid, strenge verbodsmaatregelen te treffen.

Ofschoon wij niet miskennen, dat de alcohol soms wel als geneesmiddel kan worden voorgeschreven door de geneesheeren in sommige bepaalde gevallen, kan de Academie zich niet aansluiten bij de meening welke men thans bij het publiek wil doen doordringen, en doen gelooven dat de alcohol, wanneer hij in geringe mate wordt genomen, verre van nadeelig te zijn aan het lichaamsgestel, veeleer een degelijk voedingsmiddel zou wezen, eene bron van lichaamskracht, een waar tonisch middel.

Feitelijk is de alcohol eene stof die volkomen buiten onze normale voeding staat en in ons organisme ernstige verstoring moet verwekken. *De alcohol is een vergift.* Het eenige voorwendsel dat men desnoods kan aanwenden om het gebruik er van te verontschuldigen, is het feit dat de alcohol, zooals de andere vergiften, des te minder gevaarlijk is daar hij in geringere mate wordt gebruikt, en men aldus, zonder onze gezondheid gevaarlijk te benadeelen, het gematigd gebruik van bier of van wijn, dat is te zeggen van verdunden alcohol, kan toelaten. De alcohol heeft echter, zelfs in kleine hoeveelheid genomen, nooit een wel-doenden invloed; het meeste wat men in dit geval kan zeggen, is dat hij onschadelijk is. De alcohol is in hooge mate schadelijk voor de personen die een zittend leven lijden en geestesarbeid verrichten. Vooral dient de alcohol te worden geweerd in de tweede helft van het leven, want zijn invloed verergert de gevolgen van den leeftijd wat de verstoringen in den bloedsomloop betreft.

Indien het niet wenschelijk is — waarvan trouwens nooit sprake is geweest — het gebruik van bier en wijn te verbieden, mits het alcoholgehalte van deze dranken niet eene zekere hoeveelheid te boven gaat, waarvan het maximum door de wet zou moeten worden bepaald, moet het volstrekt verbod worden uitgesproken tegen gedistilleerden alcohol, *die een ware sociale plaag is, vreeselijke factor van lichamelijke en zedelijke verval, van ellende en misdaad.* Het verband tusschen het alcoholisme, eenerzijds, de geestesverstoringen en de criminaliteit, anderzijds, blijkt, zooals iedereen weet, zoowel uit de dagelijksche opmerkingen als uit onbetwistbare statistieken.

De Academie is van gevoelen, dat de bestaande wetgeving moet gewijzigd worden door het intrekken van eene nadeelige bepaling welke van aard is om de wet volkomen te verlammen en neerkomt op de toelating gedistilleerde dranken te verkoopen bij hoeveelheid van minstens twee liters. De gedistilleerde alcohol moet volstrekt worden verboden.

Soms doet men opmerken dat tal van personen, behoorende tot al de klassen, zelfs tot de meest verlichte der samenleving, sterke dranken nemen, wel is waar in zeldzame gevallen of in geringe mate, en het draconisch wezen zou ze van dit onschuldig genot te willen berooven. Daar kan de Academie niet blijven stil bij staan. Zij meent dat, tegenover de gewichtigheid van het vraagstuk en in acht genomen de onschatbare diensten welke eene ware prohibitiewet bewijzen zou, deze personen het als eene eer zouden moeten aanzien hun recht op eene voldoening van zoo weinig beteekenis niet in te roepen en, bewust van hunne sociale zending, geen hinder zouden mogen stellen aan de goedkeuring van maatregelen welke sedert lang al de beschaafde landen hadden moeten treffen. »

Het is dus volkomen onjuist te beweren, dat geen enkel medisch gezag zich uitspreekt tegen hetgeen men gematigd alcohol-gebruik noemt. De Academie van geneeskunde bewijst het tegenovergestelde. Deze vraagt niet enkel het handhaven der bestaande wetten. Zij beweert, dat de alcohol een vergift is. Zij eischt volstrekt verbod van sterke dranken.

§ 5. — *Gedeeltelijke onteigening van de Drankslijters.*

Men moet zich plaatsen op het standpunt eenparig door de Academie aangenomen om te antwoorden op de bewering van den heer Pierco c.-s. als zou de wet van 1919 eene inbreuk zijn op de vrijheid van den handel en eene gedeeltelijke onteigening van de drankslijters.

Die kwestie is ten andere niet nieuw.

Zij werd gesteld telkens dat de wet optrad om een schadelijke nijverheid of handel te verbieden, hetzij het gold den verkoop van intoxicatieproducten, de fabricatie van loodwit, de productie van absint, op wetsontwerpen tot algemeen verbod van de distilleering van verbruiksalcohol.

Het is te dier gelegenheid dat, in 1895, de Procureur Generaal van het Hof van verbreking, Mesdagh de Ter Kiele, eenige opmerkingen heeft in 't licht gegeven die de zaak heeft uitgemaakt ⁽¹⁾.

« Indien de Staat, zegde hij, zich voornam de stokers te onteigenen van geheel of een gedeelte van hun goed, om het in te lijven bij zijn domein, indien hij tegenover hen gebruik maakte van zijn onbetwistbaar recht van onteigening, voorzeker dat hij daarvan den prijs zou trekken; maar in de veronderstelling die wij aannemen, van een eenvoudig verbod betreffende eene veroordeelde nijverheid, heeft er geen overgang van eigendom plaats, de Staat voegt bij zijn domein geen duim gronds, en onmiddellijk komt dan de zekere gevolgtrekking : geen onteigening, geen vergoeding. »

Het spreekt van zelf, dat deze argumenten kunnen toegepast worden, *mutatis mutandis*, op de veel minder strenger bepalingen van de wet van 1919.

De drankslijters hebben geen de minste, zelfs niet eene gedeeltelijke onteigening geleden. Men had hun reeds verboden absint te verkoopen. Men heeft hun, meer over het algemeen, verboden sterke dranken te verkoopen. De Staat heeft hun echter niets ontnomen. Zij behouden het volle recht alle andere, niet verboden dranken te verkoopen, en wanneer zij in naam der vrijheid protesteerden tegen een verbod van openbaar welzijn, kan men hun terecht antwoorden met den heer Mesdagh de Ter Kiele :

« Van zodra de wetgever de noodzakelijkheid zal hebben erkend een misbruik, dat de bevolking teistert, te verbieden, zijn degenen die tot dan toe vrijelijk hunne nijverheid hebben uitgeoefend, zonder recht, en dienvolgens zonder vordering. Indien onze regeerders wijselijk oordeelen dat een tot nog toe toegelaten feit als misdrijfdienst verdient aanschouwd te worden, welke rechter dan zou het aandurven zich daartegen te verzetten ?

» Dat de alcoholstokers en drankslijters daarbij het grootste belang hebben, zal niemand tegenspreken; maar de vraag is, of de natie, in de uitoefening van zijn oppersterecht, verplicht is vergoeding te betalen omdat zij een plicht heeft volbracht dien het openbaar geweten haar heeft opgelegd. »

Het gaat hier dus niet over eene onteigening, maar eene regeling, die misschien particuliere belangen kan raken, maar die, naar onze diepe overtuiging, het algemeen belang bevordert.

(1) Over het verleenen van vergoedingen aan de stokers ingeval hun bedrijf wordt afgeschaft. Beschouwingen voorgedragen in de Commissie voor het bestuurdeeren van het alcoholisme. — Brussel, 1895

§ 6. — *Het uitzonderlijk karakter van de wetsbepalingen
ten aanzien van de drankslijters.*

De indieners van het wetsvoorstel zullen zich wel geene begoocheling maken over de waarde van het argument van « ongrondwettelijkheid » dat zij aanvoeren. Zij leggen daarentegen den nadruk op de ongelijkheid die de wet in 't leven roept tussehen de drankslijters en andere personen die handel drijven in alcohol.

Wij willen gereedelijk erkennen dat er van dit standpunt uit een zekeren zin van waarheid in hunne bewijsvoering ligt.

Het besluit-wet van 15 November 1918 betreffende het alcoholstelsel maakte geen onderscheid tussehen den verkoop in het groot en den verkoop in het klein.

Het verbod zonder meer de fabricatie, den invoer, den doorvoer, de tekoopstelling, den verkoop, het slijten van geestrijke dranken, sterke bieren, wijnen, met meer dan 15° alcohol.

Het was dus in een geest van tegemoetkoming en ook in het belang van den fiscus, dat in 1919 de heer Delacroix voorstelde zich te houden aan het verbod van den verkoop in het klein.

Zijne voorstellen werden ten andere slechts aangenomen onder uitdrukkelijk voorbehoud ingebracht door de voorstanders van een strenger verbod.

Ter vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 7 Augustus 1919, verklaarde de heer Vandervelde, Minister van Justitie inderdaad het volgende :

« Het thans van kracht zijnde besluit, wet behelst het volstrekt verbod van verbruiks-alcohol, terwijl het onderhavig ontwerp enkel den verkoop en het verbruik verbiedt in de drankslijterijen en het bijgevolg het verbruik te huis toelaat. Ik moet hier mijne vrees uitdrukken dat dit verbruik aan huis zich misschien in schrikwekkende verhouding zal uitbreiden. Het zal dus volstaan, hetzij alleen, hetzij met anderen, twee liters alcohol te koopen om zich thuis te kunnen alcoholiseeren, of de leden van zijn gezin te alcoholiseeren. Het is eene toegeving die mij moeite kost; wat mij echter een beetje gerust stelt is dat het wetsontwerp zeer hooge rechten op den alcohol legt, en dat onder die voorwaarden de alcohol een luxe-product zal wezen, waarvan de arbeiders moeilijk zullen kunnen misbruik maken. »

De gebeurtenissen hebben sedertdien bewezen dat deze vrees gegrond was, niet tegenstaande de voorzorgen die in de amendementen besloten liggen om gedeeltelijk de leemte aan de vullen die door de slotparagraaf van artikel 1 wordt teweeg gebracht

Zoo het alcoholgebruik sedert den oorlog aanzienlijk is afgenomen, kan het toch niet betwijfeld worden, dat onder voorwendsel, bij voorbeeld van monsters, de bepaling betreffende de twee liters dikwijls wordt overdreven, dat het verbruik aan huis, al neemt het dan geen groote verhouding aan, voortduurt; dat de onverbeterlijke dronkaards door het aankopen van die twee liter zich het middel kunnen verschaffen om betrekkelijk goedkoop aan sterken drank te geraken.

Anderzijds klagen de drankslijters steen en been dat zij de eenige Belgische burgers zijn die geen alcohol in huis mogen hebben. Zij wijzen op het schokkend

contrast dat er bestaat tusschen het hun opgelegd verbod en de vergunning die aan anderen wordt verleend om uit den alcoholhandel reusachtige winsten te trekken.

Welnu, wij zeggen het ronduit : op die bewijsvoering zou maar een afdoend antwoord zijn te geven : afzien van de halve maatregelen en het strenge verbodstelsel, aangenomen in 1918, te herstellen.

Zoo de dranksljters, in plaats van strijd te voeren tegen het verbod van de wet van 1919, namens de gelijkheid vroegen dat dit verbod op iedereen zou worden toegepast, dat men een eind moest maken aan den verkoop met twee liter, dat men groentenverkoopsters en kappers moest beletten sterken drank te verkoopen in hunne winkels, dan zouden de voorstanders van de afschaffing hen krachtadig terzijde staan. De Academie van Geneeskunde zou hen steunen. De Kamer zou zonder twijfel voldoening schenken.

Maar in afwachting dat de meenig in het Parlement rijp is voor een radikale hervorming, oordeelt de Middenafdeeling dat men ten minste de overgangswet van 1919 dient te behouden.

Ten andere, wat er verbruikt wordt in de geheine sljterijen, in de achterplaatsjes van de kleine winkeliers is in werkelijkheid een kleinigheid vergeleken bij wat het verbruik zou zijn indien men alles liet gaan en aan 120,000 herbergiers volle vrijheid schonk !

Degenen die het arbeidersleven van dichtbij kennen, zijn het overigens eens om te verklaren dat het alcoholverbruik aan huis bijna overal slechts bij uitzondering voorkomt. Eenige arbeiders-coöperaties hebben het groot ongelijk sterken drank te verkoopen met twee liter. Maar wij hebben kunnen vaststellen dat deze verkoop slechts een klein percent vertegenwoordigt in hun zakencijfer. Het is vooral in de burgerij en in het midden waar men de burgerij wil navolgen dat de gewoonte van aperitifs en borreltjes na de koffie blijft bestaan. Wat men aldus drinkt is niet zoo buitengewoon. Maar het is een spijtig, en dikwijls ergerniswekkend voorbeeld.

Wat betreft de ongelijkheid tusschen de verkoopers van dranken ter plaatse te gebruiken, en de winkeliers die met hoeveelheden van 2 tot 6 liter verkoopen, zou men die kunnen verzachten door de openingstaxe voor laatstgenoemde te verhoogen. Het *Office d'études* stelt zelfs voor verder te gaan : het zou willen dat de verkooper van 2 tot 6 liter enkel handel mag drijven in likeuren en wijnen, met uitsluiting van allen anderen handel, terwijl groentenverkoopers en kruideniers voortaan alleen nog gegiste dranken zouden mogen verkoopen (wijnen van minder dan 15 t. h. ; bieren van 8 t. h. maximum).

Dergelijke maatregelen, die zouden moeten uitgaan van de Regeering, dringen zich des te meer op, daar het getal dranksljters die 2 tot 6 liter mogen verkoopen, voortdurend gestegen is, behalve in de laatste maanden. Er waren er 14,093, einde 1921. Het is gestegen tot 21,060, einde 1923. Het is nog 20,941 voor het eerste trimester van 1924.

HOOFDSTUK II.

De uitslagen van de alcoholwet.

Niemand betwist dat de wetten van 19 Augustus 1919 buitengewone uitslagen gehad hebben wat betreft het verbruik van sterke dranken.

In de eerste plaats staat het vast, dat sedertdien het jaarlijksch verbruik van drinkalcohol per inwoner, dat vóór den oorlog 5 liter overtrof, blijft schommelen tusschen 2 liter en 2 1/2 liter.

1920	2.48
1921	1.98
1922	2.39
1923	2.52

Anderzijds is het getal herbergen, dat vóór den oorlog het reusachtig cijfer van 202,000 (1913) bereikte; altijd achteruitgegaan sedert 1919:

31 December 1920	152,200
Id. 1921	135,008
Id. 1922	120,983
Id. 1923	117,997

Dus een vermindering van bijna de helft, en daarin zijn vooral begrepen de kroegjes die eertijds krieden rond de stations en de nijverheidsinstellingen.

De indieners van het wetsvoorstel betwisten bovendien deze uitslagen niet, maar zij meenen dit te mogen toeschrijven uitsluitend aan de drankbestrijding, aan de verhooging der rechten op den alcohol en aan de reglementeering van de drankslijterijen.

Het zou hun niet gemakkelijk vallen eene dergelijke bewering te staven; het is moeilijk, zoo niet onmogelijk den betrekkelijken invloed op het drankverbruik te weten van de propagande, van de verhooging der rechten, van de vermindering van het getal herbergen; en ook van den verkoop om ter plaatse te verbruiken. In werkelijkheid vormen de wetten van 1919 een bundel, waarvan geen enkele tak mag worden weggenomen, op gevaar af het alcoholverbruik in angstwekkende verhoudingen te vermeerderen.

Merken wij nochtans op, dat in andere landen de vermindering van het getal herbergen, zoo heilzaam op meer ander gebied, geen werkelijken invloed heeft gehad op de hoeveelheid van het verbruik.

Anderzijds heeft de vóóroorlogsche ervaring ons geleerd dat, zoo de verhooging van den prijs een meer gevoeligen invloed heeft, deze invloed over het algemeen niet duurzaam is.

Kortom, objectief beschouwd, is er niet aan te twijfelen dat het verbod van den verkoop in de openbare plaatsen, daar in meer dan honderdduizend her-

bergen het kraantje van het plaatselijk verbruik te sluiten, de sterkste en de meest beslissende factor is geweest van de afneming van het alcoholverbruik. Ware het anders, dan zouden de likeurstokers, de likeurhandelaars en de herbergiers niet zulke felle beweging op touw zetten ten gunste van de *vrijheid van alcoholgebruik*. Hunne verbittering is zelf het beste bewijs van de doelmatigheid van het verbod.

Maar om de uitslagen van de wet van 1919 te beoordeelen, wat betreft de openbare gezondheid, zedelijkheid en welvaart, heeft men zich niet alleen willen houden aan veronderstellingen en aan persoonlijke indrukken.

Vanaf eind 1921, heeft het Departement van Justitie, over de gevolgen van het besluit-wet van 1918 en de wet 1919 inlichtingen gevraagd bij de verschillende categorieën van personen die bijzonder aangewezen zijn om daarover te oordeelen : de *hoofden der parketten*, de *bestuurders en onderwijzers van gevangenissen*, de *bestuurders van zinneloosengestichten*, de *bestuurders van bedelaarsgestichten*.

Het Departement van Justitie is in het bezit van een lijvig dossier met hunne antwoorden.

De bijzonderste stukken van dit dossier worden hier nader ontleerd.

§ 1. — *De meening der parketten*

Op eene uitzondering na, oordeelen al de Procureurs des Konings dat de wet betreffende het alcoholstelsel gunstige uitslagen heeft gehad.

Ziehier hoe de Procureurs-generaal van Gent, Brussel en Luik hunne verslagen samenvatten :

1° GENT :

« Al de magistraten (de Procureurs des Konings) verklaren eenparig dat de wet van 29 Augustus 1919 heilzame gevolgen heeft gehad op de misdadigheid en de openbare gezondheid. »

2° BRUSSEL :

« De gevolgen van de wet van 1919 waren uitstekend. De opgedane inlichtingen bewijzen duidelijk dat de wet er in ruime mate heeft toe bijgedragen om de misdadigheid te doen verminderen. De Procureur des Konings, te Doornik, schrijft daaraan ook eene vermindering toe van het getal arbeidsongevallen. »

3° LUIK :

« De Procureurs des Konings te Aarlen, Hasselt, Hoei, Dinant, Marche, Neufchâteau, Tongeren, dus de groote meerderheid der Parkethoofden, erkennen den gelukkigen invloed der wet van 1919 op de misdadigheid.

» Die van Verviers en Namen vragen het radikaal alcoholverbod.

» Die van Luik betwist de goede gevolgen van de wet. »

Maar de Procureur-generaal is eene gansch andere meening toegedaan en om

zijne meening te slaven haalt hij de statistiek aan van de misdaden waarbij de dronkenschap gewoonlijk de aanleiding is :

« Onder de gedingen in beroep zegt hij, ingeschreven van af 1 Januari tot 31 December 1913, heb ik geteld 314 zaken van slagen en vrijwillige verwondingen, van opstand en smaad.

« Van 1 Januari 1920 tot 27 October 1921, dus in bijna twee jaar, tel ik er slechts 107 meer. Dit schijnt mij genoeg afdoende, al heeft de amnestiewet wel een gunstigen invloed uitgeoefend op het cijfer van de zaken in beroep. Ik aarzel dus niet te besluiten dat men aan de wet uitstekende uitslagen te danken heeft.

» Overigens, afgezien van al wat wij kunnen vaststellen, zijn er twee punten die, op zich zelf, ons toelaten te verklaren dat de wet heilzame gevolgen moet hebben : het niet meer toelaten van de alcoholverkoopers, die men in ons land op elke 500 meter vond, als een voortdurende bekoring voor de drankzuchtigen, kan niet anders zijn dan een weldaad. Verder, zegt de Procureur des Konings te Dinant, ziet men tegenwoordig niet meer, in den omtrek der stations, de werklieden op het uur van den trein wachten, terwijl ze voor elkaar « rondes » betalen. Dit is dus, naar onze meening, voldoende om de wet, en het behoud er van, te rechtvaardigen. »

Wat de Procureurs des Konings in 1921 vaststelden, is thans nog waar. Wij moeten er nochtans bijvoegen dat de uitslagen nog meer beslissend zouden zijn indien de gendarmerie en de plaatselijke politie wat waakzamer waren, en indien sommige rechtbanken niet het bewijs leverden van al te veel lankmoedigheid bij de toepassing van de wet.

§ 2. — *De meening van de bestuurders en de onderwijzers der gevangenissen.*

Meest al de gevangenisbestuurders zijn van dezelve meening als de parket-hoofden.

De bestuurder van de Centrale gevangenis te Leuven oordeelt wel is waar dat de uitslagen niet afdoende zijn. Die van Charleroi meent dat de uitslagen gunstig waren in het begin, maar dat er tegenwoordig opnieuw een opbloei is van het alcoholisme. Die van Marche en Aarlen nemen wel aan dat de wet goede uitslagen heeft gehad, maar zij hadden liever gezien dat men minder radikale maatregelen had getroffen.

Alle andere bestuurders en onderwijzers van gevangenissen spreken zich duidelijk uit voor het behoud van de wet en in de twee grootste gevangenissen van het land, Sint-Gillis en Vorst, zijn die gunstige getuigenissen bijzondere indrukwekkend :

1° *Sint-Gilles :*

Het eerste klaarblijkend gevolg van de toepassing der wet is de aanzienlijke vermindering van gevangenen veroordeeld wegens daden, handelingen of woorden die gewelddadigheid of zedeloosheid verraden.

In de gevangenis van Sint-Gilles werd vastgesteld dat gedurende het loopende jaar 1924 9 veroordeelden wegens *dronkenschap* werden ingekerkerd, terwijl voor dezelfde periode, in 1913, het getal van die categorie 75 bedroeg.

» Deze buitengewone vermindering heeft natuurlijk voor gevolg gehad dat de gevallen van *delirium tremens* en van krankzinnigheid altijd aan zeldzamer zijn geworden. »

2^o Vorst :

« Sedert de toepassing van de wet van 1919, zijn degenen die in de gevangenis zijn aangeland door den invloed van den alcohol, buitengewoon zeldzaam, en de misdrijven, onder de alcoholaanhitsing bedreven verminderen.

» Uit een staat, opgemaakt volgens de registers van de gevangenis, blijkt dat er wegens openbare dronkenschap aldaar werden ingekerkerd :

1912	639 personen.
1913	713 id.
1919	0 id.
1920	9 id.

» Deze cijfers zijn voldoende duidelijk om zonder aarzelen te kunnen zeggen, dat de wet de vruchten heeft gedragen die men er te recht mocht van verwachten. »

Over het algemeen, en zonder te beweren dat de vermindering van het alcoholisme de eenige oorzaak is van de vermindering van het getal opgesloten in de tuchthuizen, willen wij aantoonen dat in de laatste jaren de bevolking aldaar de volgende vermindering heeft ondergaan :

31 December 1913	5,064
Id. 1921	4,642
Id. 1923	4,212

Het is van belang er hier even op te wijzen, dat *l'Etoile Belge*, een dagblad dat herhaaldelijk het alcoholverbod heeft bestreden, in zijn n^o van 11 Mei 1923, in een brief uit Gent, het volgende bericht mededeelde :

« Ik weet niet of dit verschijnsel algemeen is, maar te Gent stelt men eene merkelijke vermindering vast van de misdadigheid... De grootste vermindering stelt men vast op het gebied der kleine misdrijven van gemeen recht : slagen en kwetsuren, opstand, smaad tegenover de politie, en dit dankt zij aan het *opheffen van het alcoholisme*. De diefstallen, en jammer genoeg de zedenzaken leveren daarentegen niet zulke voldoende uitslagen op ; de gevallen van bedrog op fiscaal gebied verminderen ook niet.

» Deze onbetwistbare vooruitgang heeft ook zijn terugslag gehad onder opzicht van de bevolking der gevangenis, waar het getal opgesloten boosdoeners thans veel kleiner is dan vroeger.

» Een hooge ambtenaar met wien ik over dezen zoo gunstigen toestand sprak, schreef dit toe, niet alleen aan de vermindering van het alcoholverbruik, maar ook aan de uitbreiding van de werken van voorzorg en socialen bijstand, die de misdadigheid in ruime mate heeft doen verminderen.

» Wat er ook van zij, het feit is daar, en onder sociaal opzicht mogen wij er gelukkig om zijn. »

Uit een vluchtig onderzoek, te Brussel, besloot dit blad dat er, waarschijnlijk om dezelfde redenen, sedert den wapenstilstand eene merkelijke vermindering was van « kleine misdaden », en dat over het geheel, — daar de toestand denkelijk dezelfde is over het gansche land, — men eene zekere verbetering van de algemeene geestesgesteldheid mocht vaststellen.

§ 3. — *De meening der besturen van de bedelaarsgestichten*

Bij de cijfers welke wij hebben aangehaald betreffende de gevangenen, kan men die vergelijken welke de bedelaarsgestichten aanbelangen.

Ter vergadering van de Federatie der onthoudersbonden, verklaarde onlangs D^r Boulanger dat « de kolonisten in de gestichten aanwezig waren ten getale van 6,131, in 1913, en nog slechts ten getale van 1,600 in 1923. »

Gewis zijn deze uitslagen niet enkel toe te schrijven aan de wet op de regeling van het alcoholbedrijf.

Ook andere oorzaken moeten in acht genomen worden en namelijk de invloed van het Werkloozenfonds of de voorbehoedende onderstand welke op zoo bewonderenswaardige wijze werd ingericht door den heer Willems in het arrondissement Brussel.

Voor een man, zoo goed ingelicht als de heer Stroobant, bestuurder te Merxplas, lijdt de weldoende invloed der voorbehoedmiddelen geen twijfel.

« Op weinig uitzonderingen na, schrijft hij, waren al onze kolonisten, toen zij hier binnentraden, drankzuchtigen of verstokte dronkaards... Mijns dunkens, is de wet van 1919, waardoor de alcoholverkoop in 't klein wordt beperkt, ontegensprekelijk eene der hoofdoorzaken van de vermindering der dronkenschap en der landlooperij die er het gevolg van is.

» Het bestuur van Merxplas brengt hulde aan den wetgever die blijk heeft gegeven van den noodigen burgermoed om deze hervorming in te voeren, waarvan de gevolgen op de volksgezondheid onschatbaar zijn. »

Sedert deze regelen werden geschreven, is de bevolking der Gestichten onveranderd gebleven, waaruit volgt, dat ruime lokalen beschikbaar blijven voor de toepassing van het ontwerp tot hervorming van onze verbeterhuizen, dat bij het Parlement aanhangig is.

§ 4. — *De meening der geneesheeren van krankzinnigengestichten.*

Allen, zonder onderscheid, eischen het handhaven der wet van 1919.

Alleen, D^r Clerfayt, bestuurder van het Gesticht te Bergen, maakt voorbehoud niet over het beginsel der wet maar wel over de gevolgen er van :

« De gevolgen der verbodswet op het slijten van sterke dranken in de herbergen, zegt hij, komen immer minder klaar voor. De herbergiers trachten hoe lang zoo meer de wet de ontduiken. Niet enkel schenkt men schier overal

alcohol onder den vorm van likeuren, doch men verbruikt groote hoeveelheden onder den vorm van zoogezegde morgenwijnen ; Porto, Madeira ; en van zware bieren : Stout, *Pale-ale*, enz. » ⁽¹⁾.

Deze feiten zijn ongelukkig niet betwistbaar en zouden verscherping en strengere toepassing der wet billijken.

Het pessimisme van D^r Clerfayt schijnt echter buitensporig.

Zooals de Engelschen zeggen, is de barometer van het alcoholisme feitelijk het acut alcoholisme en inzonderheid het « delirium tremens ».

Nu, in dit opzicht blijkt onbetwistbaar verbetering, indien men het *betrekkelijk* droog tijdstip van na den oorlog vergelijkt met den tijd vóór 1914.

Tot voorbeeld, laten wij de statistiek volgen der opsluitingen, wegens alcoholisme, in het Toevluchtshuis van Sint-Jansgasthuis, te Brussel :

	Alcoholisme.	Totaal opsluitingen.	t. h.
1912.	46 gevallen.	260 gevallen.	17,68.
1913.	58 id.	276 id.	21,01
1919.	4 id.	228 id.	1,75.
1920.	15 id.	222 id.	6,75
1921.	17 id.	251 id.	6,77
1922 ⁽²⁾	23 id.	282 id.	8,51
1923.	25 id.	333 id.	7,83.

Het is overbodig uitleggingen te geven over deze cijfers, om het klaar verband aan te toonen tusschen het algemeen verbruik van sterke dranken en het getal geïnterneerden wegens acut alcoholisme.

Onder het vooroorlogsch stelsel waren er, jaar in jaar uit, veertig tot zestig interneeringen wegens alcoholisme. Sedertdien schijnt dit cijfer te stijgen, doch, op weinig uitzonderingen na, verklaren de geïntoxikeerden, dat zij dit te danken hadden aan het bier of den wijn. Anderzijds — het alcoholverbruik heden ten dage de helft bedragende van het verbruik in 1914 — bereikt het getal geïnterneerden voor eene talrijker bevolking in ronde cijfers niet de helft van vóór den oorlog.

Betreffende de krankzinnigengestichten van het land, in 't algemeen genomen, komt men tot dezelfde bevindingen.

Dit blijkt uit de volgende statistiek welke ons werd overgemaakt door den

(1) Toenemend verbruik van wijnen en bieren. (Zie Bijlage B).

(2) Het grondgebied Laken werd in 1922 aan dat van Brussel toegevoegd; ten minste gedeeltelijk wordt daardoor het grooter getal interneeringen gedurende deze jaren verklaard.

Dienst voor Statistiek, in het Ministerie van Justitie, onder leiding van den heer Jules Gillard :

JAAR.		GETAL aannemingen in de Belgische toevluchtshuizen.	GETAL eerste aannemingen.	GETAL aannemingen wegens alcoholische ziekte.	GETAL eerste aannemingen wegens alcoholische ziekte.	GETAL aannemingen wegens ziekte door morphine en cocaine veroorzaakt
1909.	{ M.	2,684	1,913	625	474	0
	{ V.	2,125	1,578	78	57	?
	TOTAAL . . .	4,809	3,491	703	531	0
1910.	{ M.	2,741	2,090	566	435	0
	{ V.	2,065	1,519	58	50	?
	TOTAAL . . .	4,806	3,609	624	485	0
1911.	{ M.	2,893	2,069	695	512	6
	{ V.	2,137	1,623	115	100	1
	TOTAAL . . .	5,030	3,692	810	612	7
1912.	{ M.	2,995	2,133	613	411	1
	{ V.	2,202	1,669	85	67	3
	TOTAAL . . .	5,197	3,802	698	478	4
1913.	{ M.	2,485	1,771	526	397	6
	{ V.	1,734	1,304	73	60	0
	TOTAAL . . .	4,219	3,075	599	457	6
1914.	{ M.	2,657	1,967	423	301	1
	{ V.	2,200	1,443	53	37	0
	TOTAAL . . .	4,857	3,410	476	338	1
1915.	{ M.	2,024	1,532	265	176	2
	{ V.	1,854	1,358	32	24	1
	TOTAAL . . .	3,878	2,890	297	200	3
1916.	{ M.	2,187	1,681	252	213	5
	{ V.	1,971	1,520	35	28	5
	TOTAAL . . .	4,158	3,201	287	241	10
1917.	{ M.	1,721	1,540	189	135	1
	{ V.	1,836	1,470	33	16	5
	TOTAAL . . .	3,607	3,010	222	151	6
1918.	{ M.	1,802	1,462	104	85	2
	{ V.	1,737	1,414	19	12	3
	TOTAAL . . .	3,539	2,876	123	97	5
1919.	{ M.	3,075	2,312	150	114	15
	{ V.	2,788	1,957	32	21	8
	TOTAAL . . .	5,863	4,269	182	135	23
1920.	{ M.	2,985	2,255	231	183	12
	{ V.	2,825	2,060	36	17	4
	TOTAAL . . .	6,810	4,315	267	200	16
1921.	{ M.	2,781	1,840	283	214	13
	{ V.	2,724	1,800	33	26	6
	TOTAAL . . .	5,505	3,640	316	240	19

Men ziet, dat het getal eerste aannemingen wegens alcoholische ziekten meer dan op de helft is gedaald sedert 1913. Dit getal heeft zijn minimum bereikt in

1918 (verbod van sterke dranken of onmogelijkheid er zich aan te schaffen in bezet België).

Sederdien is dit cijfer terug gestegen, onder het overgangsregime van den heer Delacroix; doch ten slotte blijft de verbetering toch aanzienlijk en heeft het alcoholisme, met zijne schadelijke gevolgen, een ernstigen hinder ontmoet.

Anderzijds zal men opmerken, hoe gering het getal interneeringen is wegens ziekte door morphine en cocaïne veroorzaakt, alsmede hoe alle verband ontbreekt tusschen het getal dezer interneeringen en dat der interneeringen wegens alcohol-misbruik. Onlangs nog schreef ons professor Ley : de lichte stijging der ziekten wegens intoxicatie, toe te schrijven aan den cocaïne-verkoop door de Duitschers bij den wapenstilstand, heeft niets gemeen met een bijzonderen aandrang welke de dronkzuchtigen voor dit soort vergift zouden hebben, wanneer zij van alcohol zijn ontriefd ».

Deze uiteenzetting zou volledig zijn zoo wij er niet de getuigenis bijvoegden van D^r Clerfayt, wiens betrekkelijk pessimisme ons eenig voorbehoud heeft doen maken over de sociale gevolgen van de anti-alcoholische wetgeving in de arbeidersmiddens.

» Ik heb aan de Levant d'Ecaussines gevraagd wat zij hebben vastgesteld sedert de nieuwe wet. Men weet dat de arbeiders in deze steengroeven gerekend werden onder de grootste alcoholdrinkers.

» Steenklievers op de werkplaats : de gevallen van afwezigheid 's Maandags zijn met $\frac{2}{3}$ verminderd. Van 20 t. h. zijn zij gevallen op 8 t. h.

» Steenkappers. Geene statistiek mogelijk.

» De indruk is dat er voor den oorlog 's Maandags ongeveer 30 t. h. gevallen van afwezigheid waren, en thans 7 tot 8 t. h. — De steenkappers werken per stuk. Daarom is er geene statistiek, zij blijven weg wanneer zij willen. Anderzijds is het werk elken dag verschillend. Nu hebben zij een eenvoudigen steen te verwerken, dan een steen met lijstwerk.

» Wat er van zij, de productieve uitslag is zeer aangegroeid. Men moet niet alleen rekening houden met de vermeerdering van tijd aan het werk besteed, maar ook met de vermeerdering die haar terugslag heeft gehad op den nuttigen uitslag.

» Ik vergat te zeggen dat het verdwijnen van twee herbergen in den omtrek van de steengroef voor gevolg heeft gehad, dat de schoftijd aldaar, te 10 uur 's ochtens, die soms vijftien minuten duurde, geheel verdwenen is. »

Der gelijke uitslagen verklaren waarom de vertegenwoordigers van de arbeidersklasse in deze Kamer censgezind zijn om te eischen dat de wet van 29 Augustus 1919 behouden blijve, in afwachting dat zij nog versterkt worde.

* *

Wij hebben aldus de rechtstreeksche en onrechtstreeksche gevolgen van de alcoholwet in het licht gesteld.

Zij wordt niet overal met dezelfde strengheid toegepast. Vergeliken bij het vorige stelsel van geheel verbod, heeft zij het ernstig bezwaar dat het verbruik aan huis toegelaten blijkt, en anderzijds, de machtiging om met twee liter te verkoopen geeft aanleiding tot bedrog en tot niet te billijken onrechtvaardigheid.

Het is niettemin aan deze wet te danken dat de misdadigheid afneemt, dat de bedelaarsgestichten viermaal minder is dan vóór den oorlog, dat het getal

ongelukkigen, opgesloten wegens alcoholische zielsziekten, nog slechts de helft is van wat het in 1914 was.

Kan men, zonder de ernstigste sociale belangen in gevaar te brengen, tegenover zulke uitslagen terugkomen tot het stelsel van vóór den oorlog, en aan meer dan honderd duizend herbergiers of restaurateurs de vrijheid schenken weer met volle glazen alcohol te schenken, zonder ander tegenwerkend middel dan het behoud van de hooge maar niet prohibitieve rechten op den alcohol ?

Uwe Middenafdeeling was niet van die meening.

Met 6 stemmen tegen 1, heeft zij het eerste artikel van het wetsvoorstel verworpen.

Sommige leden hebben evenwel de vraag gesteld of men, zonder daarom de toepassing van de wet in gevaar te brengen, de bepaling niet kan opheffen betreffende het verbod voor de herbergiers alcohol bij zich in huis te hebben, hoe klein de hoeveelheid ook weze.

Wij hebben daaromtrent het tolbeheer ondervraagd (Dienst der Accijnzen).

Het beredeneerd antwoord (zie bijlage A, bl. 21) is categoriek :

« Deze bepaling doen wegvallen staat practisch gelijk met het intrekken van de wet. »

Onder die voorwaarden, heeft uwe Middenafdeeling zich eenparig, min 1 stem, uitgesproken voor het behoud van den tegenwoordigen tekst, in afwachting van eene herziening die de leemten doet verdwijnen en de doelmatigheid er van verhoogt.

Twee jaar geleden reeds, hebben meer dan honderd hooge personaliteiten, aan wier hoofd stonden de Kardinaal-Aartsbisschop van Mechelen, de Groot-Rabbijn van België, de hoofden van de Protestantische Kerken, eene verklaring laten verschijnen die aldus aanving :

« Eene hevige propaganda wordt thans gevoerd tegen de alcoholwet, vroeger met eene groote meerderheid door beide Kamers aangenomen, dank zij eene vaderlandsche overeenkomst tusschen de partijen.

» Het zou een ongeluk zijn en eene fout deze wet in te trekken. »

De Middenafdeeling is er van overtuigd dat deze fout niet zal worden begaan en dat dit ongeluk zal vermeden worden.

De Verslaggever,
EMILE VANDERVELDE.

De Voorzitter,
EMILE BRUNET.

BIJLAGEN.

Brussel, 18 Maart 1924.

Aan den heer Vandervelde, Minister van State, Brugman-laan, 124, Ukkel.

MIJNHEER DE MINISTER,

Bij schrijven van 25 Februari l.l., heeft dokter Boulanger, secretaris van het « Office central d'études contre l'alcoolisme » mij gevraagd u zekere inlichtingen te doen geworden nopens de toepassing der wet van 29 Augustus 1919.

Die inlichtingen betreffen de volgende punten :

Vragen

I. — Zou de bestaande wet nog ernstig kunnen toegepast worden indien men artikel 2 introk waarbij aan de slijters van gegiste dranken verboden werd alcoholische dranken in voorraad te hebben?

II. — Huidig aantal drankwinkels?

III. — Verbruik per hoofd :

- a) alcoholische dranken;
- b) wijnen;
- c) bieren.

IV en V. — Inlichtingen over de toepassing der wet.

Aantal processen-verbaal en sluitingen van herbergen.

Oordeel van het Departement van Financiën over de uitgebreidheid der ontduikingen en over het aantal geheime stokerijen.

Antwoorden.

De nota-bijlage A, bladzijden 1 en 2, behelst het antwoord op deze vraag.

Dit aantal bereikte, op 31 December 1923, het getal 117,997.

Ziehier de cijfers der vorige jaren :

31 December 1922, 120,983

Id. 1921, 135,008

Id. 1920, 152,200

Id. 1913, 202,000

De tabellen-bijlagen B en C geven aan het verbruik der alcoholische dranken per jaar, van af 1890 tot en met 1923.

De lijst, bijlage D, geeft aan het verbruik van bier en wijn van 1910 tot 1923.

Zie nota-bijlage A, blz. 2 en 7 en Bijlage E.

Gelief, Mijnheer de Minister, de verzekering van mijne onderscheidene hoogachting te aanvaarden.

R. HANSEN,

Directeur in het Ministerie van Financiën.
(Dienst der Accijnzen.)

Lid van het « Office central d'études contre l'alcoolisme ».

BIJLAGE A.

**Nota van den heer Verslaggever van de Middenafdeeling belast met
het onderzoek van het wetsvoorstel door den heer Pierco c. s.
ingediend.**

I. — Artikel 2 der wet van 19 Augustus 1919 verbiedt uitdrukkelijk aan de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken (herbergiers, restauratiehouders, houders van pasteibakkerijen met degustatiesalon, enz.) alcoholische dranken in voorraad te hebben niet alleen in de lokalen voor de uitoefening van den handel bestemd en in de aanhoorigheden daarvan, waar het publiek toegang heeft, maar nog in de gedeelten van de daaraan belendende woning aan den handelaar en zijn gezin. Deze bepaling, naar luid van een onlangs genomen arrest van het Hof van Cassatie (11 Februari 1924), steunt op het vermoeden dat de door den slijter in voorraad opgeslagen alcoholische dranken bestemd zijn om aan de cliënten der inrichting gediend te worden. Over 't algemeen strookt dit vermoeden met de werkelijkheid. Hetzelve uitschakelen ware practisch gelijk aan de intrekking der wet, zooals blijkt uit de ondervinding opgedaan gedurende den toepassings-termijn der wet van 19 Augustus 1889 betreffende het vergunningsrecht. Het eenvoudig in voorraad hebben van alcoholische dranken niet meer verboden zijnde, zou de slijterij der sterke dranken worden ingericht in de lokalen der private woning, waar de beambten niet mogen binnendringen dan krachtens eene machtiging van den vrederechter, op zekere vooraf gekende uren, na onderhandelingen en rechtvaardigingen van volmacht welke volstaan om de verbruikers toe te laten weg te sluipen of zich ten minste den schijn te geven van bezoekers in den familiekring toegelaten.

Indien het bij artikel 2 uitgevaardigd verbod kwam te vervallen, zouden alleen in overtreding kunnen gesteld worden de herbergiers die op heeterdaad van verkoop worden betrapt. Welnu, op heden is het aantal processen-verbaal, opgemaakt uit hoofde van het in *voorraadhebben* van sterke dranken, veel grooter dan die opgemaakt wegens den *verkoop* van ter plaatse te verbruiken alcohol. Een onderzoek betreffende 100 dossiers, op goed geluk af genomen uit de archiefstukken van den dienst der betwiste zaken, geeft 84 processen-verbaal der eerste categorie en slechts 16 der tweede.

Het door de hebergiers ingeroepen argument om hun eischen te wettigen nopens de intrekking van artikel 2, heeft meer aanstellerij dan gepastheid. Het steunde op artikel 6 van de Grondwet.

« Al de burgers mogen alcohol te hunnent bezitten, ja, al de burgers behalve de herbergiers. »

(Nota voor de heeren Senatoren en Volksvertegenwoordigers uitgaande van de Herbergiersvereniging der provincie Luik, bl. 4).

Het argument is niet ernstig genoeg opdat wij er zouden bij stilblijven. De belanghebbenden streven minder naar een doel van gelijkstelling met hunne

medeburgers dan naar de intrekking van eene beschikking die hen weerhoudt de wet ongestraft te schenden. Men moet overigen weten dat de rechterlijke en bestuurlijke rechtspraak aan den herbergier, wiens gezondheidstoestand het gebruik van alcohol billijkt, het recht geeft er in voorraad te hebben buiten de lokalen voor den handel bestemd, en dit onder zekere voorwaarden.

Welnu, men stelt vast dat in de gevallen, die dikwijlder dan op hunne beurt voorkomen, waar practizijns alcoholvrijvingen voorschrijven, de zieken of zoogezegde zieken voor die uitwendige gebruiken, naar zij beweren, niet gebruik maken van brandspiritus (kamferspiritus of andere) door een apotheker afgeleverd, maar wel van genever, cognac en soms van extra-producten als : fine champagne, Cointreau, enz.

Het bedrog is in 't nog springend voor de minst gewaarschuwden. (De beampten maken in dergelijk geval proces-verbaal op.)

Tot besluit : zoo men de bekomen uitslagen wil bewaren, moet men zich verzetten tegen de intrekking van artikel 2.

II. — Sinds het inwerkingtreden der wet van 29 Augustus 1919 tot 1 Januari 1924, werden 23,208 processen-verbaal opgemaakt ten laste van herbergiers en 3,942 ten laste van verbruikers ⁽¹⁾. Gedurende denzelfden termijn, werden door de rechtbanken 2,222 eindvonnissen verleend tegen herbergiers, welke vonnissen de sluiting van de slijterij van elken betichte inhielden. Dit sluit echter niet in zich dat een gelijk aantal herbergen verdwenen zijn, want in de meeste gevallen, ten minste in de aanzienlijke agglomeraties, zet de vervallen-verklaarde herbergier zijn zaken over aan een derde wanneer hij ze niet kan voortzetten onder den naam zijner vrouw of aan een zijner kinderen en hij zelf den zetel der zaak niet blijft bewonen.

III. — De navolgende beschouwingen over de toepassing der wet beantwoorden, onder meer, op de vraag omtrent de uitgebreidheid van het bedrog.

Een feit beheerscht geheel den toestand. Het aantal drankslijterijen, dat 138,878 was op 1 Januari 1920 (tegen 179,962 op 1 Januari 1914), gedaald op 117,997 op 1 Januari l. l., of « grosso-modo » een vermindering van 21,000 sedert het van kracht worden der wet. Doch deze kan niet voor haar alleen de verdienste van deze vermindering opeischen, want het is zeker dat andere omstandigheden van economischen aard, inzonderheid de eischen der eigenaars in de groote centra, een groot aantal herbergiers gedwongen hebben hun beroep op te geven.

Daarentegen, in denzelfden gang, is het aantal magazijnen, waarvan de houders alcoholische dranken bij hoeveelheid van twee liter-verkoopen (theoretisch minimum, ten minste) op vreeselijke wijze aangegroeid : het is meer dan verdubbeld, aangezien, gevallen van 11,114 op 10,697 gedurende het tijdsbestek van 1 Januari 1914 tot 1 Januari 1920, het thans 21,337 bedraagt.

Men drinkt veel in familie, zegt de heer Procureur-des Konings, te Bergen, in een verslag door het Departement van Justitie medegedeeld aan het Ministerie

(1) Zie bijgaande tabel.

van Financiën. Het Bestuur bezit geen positief gegeven om die bewering algemeen te maken; men moet echter toegeven dat de bovenstaande statistische gegevens er een zonderlinge beteekenis aan geven.

Het verbruik der sterke dranken is niet beperkt tot de private woning. Onder begunstigen van het arrest verleend door het Hof van Cassatie in zake de maatschappij « L'Harmonie », te Verviers, worden er sterke dranken gediend aan de leden in de lokalen van hun private kringen. Onze agenten hebben in het land 55 maatschappijen opgeteekend welke verklaren van dit recht gebruik te maken, en 174, die aan hunne dienbank geen andere ververschingen dienen dan gegiste dranken. In werkelijkheid, is het aantal groepeerings van de eerste categorie waarschijnlijk hooger dan 55. (Zie het eerste artikel van het hier bijgaand blad « La Défense ».)

De alcohol is ook niet volkomen uit de kroegen verdwenen. Uit klachten bij het Bestuur ingekomen, zou zelfs blijken, dat in sommige streken (Maasvallei, Ardennen, Roeselaere, Thielt, badsteden, enz.) het slijten van sterke dranken zijn gewonen gang gaat.

Ongetwijfeld zijn deze vertelsels wel wat overdreven. Aldus heeft men bevonden dat te Mechelen, waar volgens de klachten, de toestand schandalig was, het bezoek in tal van herbergen slechts eene enkele overtreding heeft doen blijken, en het bezoek gebeurde onverwachts door de bijzondere afdeling der nasporingen van Brussel onder leiding van den controleur zelf. Daarentegen hebben de commiezen der accijnzen, te Liernaux, en de gendarmen te Bouvignes, op een enkelen dag 6 of 7 overtredingen vastgesteld. Blijkbaar zijn het enkel de gekende klanten van den herbergier die nog sterke dranken krijgen. De toevallige klant, de onbekende zou geen brandewijn bekomen, moest, hij er naar vragen. In de steden, te Brussel namelijk, hebben de slijters, die de wet overtreden, een wachtwoord dat de verbruiker moet kennen om den verboden drank te bekomen.

Maar het verbod dat op de herbergiers drukt, en de gevaren waaraan zij zich blootstellen alleen door sterke dranken in huis te hebben, deden eene menigte geheime slijterijen ontstaan. Kruideniers, groentenverkoopsters, kappers, tabak-handelaars, hebben het zeer voordeelig gevonden de hartstochten van alcoholiefhebbers te voldoen. Men drinkt aan den toog, en meer nog in de achterwinkeltjes waar het bijna onmogelijk is het misdrijf vast te stellen, daar de rechtbanken die plaatsen volstrekt niet als openbaar willen beschouwen, zelfs wanneer zich daar personen bevinden die niet tot het gezin van den winkelier behooren.

Overigens, de rechten schijnen over het algemeen niet de moeilijkheden te kennen die onze agenten ontmoeten om de overtredingen te ontdekken, de knepen van alle soort die zij gebruiken om de wet te ontduiken. Zij vinden het draconisch dat men de veroordeeling vraagt van een herbergier bij wien men eenige kubiek centimeter genever ontdekt heeft, zonder er aan te denken dat de agenten misschien weken lang op het gunstig oogenblik zaten te loeren om een eind te maken aan eene straffelooze handelwijze die schandelijk was. Zij noemen het brutaliteit dat de accijnsbediende toespringt om een persoon aan te houden

die hij ziet wegluchten naar de private vertrekken van den herbergier (waar hij het bewijs van het misdrijf gaat in zekerheid brengen), zonder er aan te denken dat, indien deze bediende zich kalmpjes aangeboden had, zijn opdracht had laten kennen, vragen had gesteld, zijn optreden volstrekt nutteloos zou zijn geweest.

Blootgesteld aan de wraak van de herbergiers, bespot door de advokaten van de betichten, dikwijls openbaar door de rechters afgesnauwd, door de pers aangevallen, moeten onze bedienden veel moed en toewijding hebben om hunne ondankbare taak voort te zetten. Over het algemeen houden zij echter vol, en met trots mag het Beheer verklaren dat de nitslagen, bekomen in de toepassing van de wet van 29 Augustus 1919, grootendeels te danken zijn aan zijne bedienden, waaraan de gendarmen, dit moet gezegd worden, een doeltreffenden steun verleenen. De politie daarentegen trekt zich heelemaal niets aan van de toepassing der wet, en het getal processen-verbaal door haar opgemaakt is zeer gering.

* * *

Het getal geheime stokerijen, in de laatste jaren ontdekt, is verdeeld als volgt :

1918	361
1919	784
1920	199
1921	52
1922	22
1923	16

Het tijdperk onmiddellijk na den wapenstilstand was gekenmerkt door het ontstaan van een groot getal geheime stokerijen. Dit moet ons niet verwonderen, wanneer wij denken aan de vreeselijke economische ontreddeering die vier jaar oorlog hebben doen ontstaan : overal werkloosheid, de spaarpenningen van vele gezinnen waren uitgeput, de stocks van sterke dranken waren zeer verminderd, en het is te begrijpen dat sommige sukkelaars en zwendelaars in de fabricatie van alcohol een gemakkelijke winst zochten. Naar gelang het land zijne werkzaamheid van vóór den oorlog herneemt, vermindert het bedrog.

In tegenstelling met wat men in sommige belanghebbende middens wil doen gelooven, heeft het verbod van de wet van 29 Augustus 1919 het getal geheime stokerijen niet doen aangroeien. Dit getal hangt af van den prijs van den alcohol — dus in groote mate van het hoog bedrag der accijnsrechten — en van den prijs der grondstoffen. Welnu, de alcoholzwendelaars gebruiken bijna uitsluitend suiker voor hunne fabricatie omdat het hun, zeer rudimentair ingesteld als ze zijn en niet in het bezit van een zuiveringstoestel, bijna niet mogelijk is, door het gebruik van andere stoffen, voldoende zuivere flegma's voort te brengen om te kunnen dienen als drinkalcohol. Indien de prijs van de brandwijnen niet gelijkertred houdt met de prijsstijging van de suiker, kan de onderneming van de geheime stokers geene winst opleveren. Zoo is de toestand op dit oogenblik. Ook blijkt uit de verslagen van de bedienden over de beroeps-bedriegers, die als dusdanig van dichtbij bewaakt worden, dat al die kerels op dit oogenblik eene geregelde bezigheid hebben.

De Administratie zal niet beweren dat er geen enkele geheime stokerij aan hare nasporingen ontsnapt. Zij is overtuigd van het tegenovergestelde. Naar gelang de bewaking strenger wordt, gebruikt men slimmere bedrogsmiddelen. Toestellen, die gemakkelijk zijn uit een te nemen en te vervoeren, worden thans gebruikt, en zelfs is er een zekere verdeeling van het werk onder handlangers, de stoffen laat men gisten in twee of drie verschillende plaatsen, en het distilleertoestel gaat van de eene plaats naar de andere wanneer de maturatie van de malten op het juiste punt is gekomen. Hoe zorgvuldig ook hunne voorzorgen wezen, zijn de geheime stokers nochtans zeer blootgesteld aan het gevaar gesnapt te worden. Hun arbeid vergt veel heen er weer geloof om hun werkhuis te voorzien met brandstof en grondstoffen, en om den alcohol en den afval weg te brengen; die arbeid brengt zeer gekenmerkte uitwasemingen voort die men zelfs buiten de lokalen kan waarnemen. Ook worden de bedienden dikwijls op het spoor der bedriegers gebracht door naamlooze verklikking, wanneer hunne nasporingen hen niet rechtstreeks doen optreden. Het is onmogelijk te zeggen hoe lang over het algemeen eene geheime stokerij kan blijven bestaan. Het zou kinderachtig zijn geloof te hechten aan de beweringen van de bedriegers, als zouden zij, — telkens als zij gesnapt worden — nog maar een paar keeren gedistilleerd hebben; men mag echter zeggen, zonder vrees zich te vergissen, dat de geheime stokerijen, die lang in werking blijven, uitzonderingen zijn.

Brandewijnen. — Toestand gedurende

		1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
		H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°
Inlandsche fabricatie.	Wettelijk vastgestelde hoeveelheden	566,284	588,438	587,822	584,370	584,731	628,431	546,471	592,645	593,341	678,486	746,934	736,903	687,163	492,213
	Vrijgestelde overschotten onder het oude stelsel (8 % van de wettelijk vastgestelde hoeveelheden)	48,303	47,081	47,026	46,720	46,776	80,272	43,712	31,600	"	"	"	"	"	"
Geheele voortbrengst.		614,587	635,486	634,848	631,090	631,507	678,703	590,183	624,245	593,341	678,486	716,934	736,903	687,163	492,213
Invoer		18,080	16,429	16,309	16,020	18,044	18,286	17,642	12,173	12,484	12,297	13,960	17,837	11,850	10,471
TOTALEN.		626,637	651,615	651,157	647,110	649,548	696,989	607,825	636,418	605,825	690,783	730,911	754,742	699,013	502,684
Uitvoer met opheffing van rechten		17,418	10,202	9,798	4,302	4,453	4,764	3,740	2,972	26,161	108,868	83,887	88,349	52,287	67,413
Overschot voor verbruik.		609,219	641,413	641,359	642,808	645,095	692,225	604,083	633,446	579,664	581,885	647,314	696,393	616,728	435,271
Hoeveelheden gebruikt door de nijverheid (2)		18,000	18,000	18,000	18,000	18,000	18,000	18,000	18,000	18,000	18,000	20,047	26,368	40,129	65,172
Hoeveelheden bestemd als drank		594,219	626,413	626,359	627,808	630,095	677,223	589,083	618,446	564,664	566,885	627,297	670,025	576,599	370,099
Bevolking (3).		4,069,321	4,129,054	4,189,375	4,250,289	4,311,803	4,373,922	4,436,653	4,500,001	4,563,973	4,628,573	4,693,810	4,759,690	4,826,19	4,893,403
Vermoedelijk verbruik per inwoner (4) (getal liters).		9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 42	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 15	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 37	9 lit. 91	8 lit. 45	5 lit. 37
		10 lit. 03					9 lit. 76			8 lit. 98					

(1) Waarvan 398,203 hectoliters voortgebracht onder het stelsel van vóór de wet van 5 April 1896 en 197,442 onder het nieuwe stelsel.

(2) Vóór de wet van 1896 werd er geen opheffing van de accijns verleend voor den alcohol gebruikt in de nijverheid; na onderzoek heeft men op 18,000 hectoliter geschat de hoeveelheid alcohol jaarlijks tot dit doel gebruikt vóór de wet van 1897. In 1897 was de hoeveelheid, vrij van accijns, benuttigd door de nijverheid die alcohol gebruikte, ongeveer 10,000 hectoliter. Men schat dat het verschil van 8,000 hectoliter gebruikt werd, zonder opheffing van accijns; deze hoeveelheid is vervat in de cijfers vermeld voor de jaren 1897 en volgende.

de jaren 1890 tot 1921.

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921
H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°
658,034	648,726	636,503	607,630	720,626	697,037	710,871	738,643	835,601	736,661	447,723	262,401	169,231	99,883	103,918	139,779	293,403	437,526
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
658,034	648,726	636,503	607,630	720,626	697,037	710,871	738,643	835,601	736,661	447,723	262,401	169,231	99,883	103,918	139,779	293,403	437,526
10,622	12,316	12,784	14,088	15,142	17,736	23,806	15,806	17,942	18,079	6,899	3,732	13,644	618	"	12,898	31,846	21,567
668,656	631,042	610,287	684,688	735,768	714,773	734,677	754,449	853,543	754,743	454,924	266,436	182,875	100,501	103,918	132,674	344,949	462,093
161,400	128,401	127,809	108,310	85,832	72,687	94,701	56,900	38,971	431,656	20,877	18,553	2,499	3,072	"	24,765	17,836	182,047
507,556	502,941	521,478	573,378	649,916	642,086	630,976	697,159	817,572	623,087	424,747	247,583	180,376	97,429	103,918	127,909	327,113	340,046
94,290	96,358	112,297	173,160	231,137	240,146	251,951	288,921	332,241	200,586	162,700	34,462	25,186	23,701	20,884	35,612	141,665	161,993
413,266	406,583	400,181	400,228	418,779	401,940	388,025	408,538	485,331	422,404	262,047	213,121	154,890	73,728	83,031	42,297	185,448	148,053
6,961,248	7,629,761	7,091,913	7,168,816	7,239,371	7,310,821	7,423,784	7,501,024	7,579,068	7,657,924	7,684,492	7,709,197	7,692,617	7,642,054	7,555,578	7,577,027	7,462,455	7,478,340
5 lit. 94	5 lit. 78	5 lit. 76	5 lit. 58	5 lit. 78	5 lit. 50	5 lit. 23	5 lit. 45	6 lit. 40	5 lit. 52	3 lit. 41	2 lit. 76	2 lit. 01	0 lit. 96	1 lit. 10	0 lit. 56	lit. 48	1 lit. 93
8 lit. 69				8 lit. 67				2 lit. 93									

(3) De bevolking van 1890, 1900, 1910 en 1920 is deze van de tienjaarlijkse volkstelling. Voor de andere jaren werd tot in 1913 de bevolking vastgesteld volgens eene doorlopende klimming naar de cijfers van 1890 en van 1910; van af 1914 werd er rekening gehouden met de bevolking zooals bekend gemaakt door het Staatsblad.

(4) Dit vermoeden beantwoordt werkelijkheid slechts in zoover de stock, aanwezig op 1 Januari, geene vermeerdering of vermindering in den loop van het jaar heeft ondergaan.

BIJLAGE C.

BRANDEWIJNEN.

Vermoedelijk verbruik per inwoner.

	1922.			1923 ⁽¹⁾ .		
	België.	Groot-hertogdom Luxemburg.	Totaal voor de Unie.	België.	Groot-hertogdom Luxemburg.	Totaal voor de Unie.
	Hl. à 50°	Hl. à 50°	Hl. à 50°	Hl. à 50°	Hl. à 50°	Hl. à 50°
Invoer	24,664	318	24,982	21,013	307	21,320
Weggebracht uit de stokerijen voor het verbruik	155,820	8,770	164,590	171,575	9,000	180,575
TOTAAL.	180,484	9,088	189,572	192,588	9,307	201,895
Bevolking	7,539,568	261,643	7,801,211	7,615,000	264,000	7,879,000
Verhouding per inwoner . . .	2 lit. 39 (²)	3 lit. 47 (²)	2 lit. 43 (²)	2 lit. 52 (²)	3 lit. 52 (²)	2 lit. 36 (²)

⁽¹⁾ Voorloopige inlichtingen.

⁽²⁾ Deze cijfers geven de verhouding slechts bij benadering, daar in het Groothertogdom Belgische alcohol wordt verbruikt en omgekeerd. Sedert het in werking treden van de Unie is de tolgrens tusschen beide landen opgeheven

BIJLAGE D.

ACCIJNZEN.

Verbruik van bieren en wijnen in België per inwoner.

JAREN.	BIEREN.	WIJNEN.	AANMERKINGEN.
	Liter.	Liter.	
1910	219	6.62	
1913	223	4.61	
1916	89	—	
1917	66	—	
1918	64	—	
1919	127	7.38	
1920	138	7.61	
1921	169	6.69	
1922	202	7.27	
1923	234 ⁽¹⁾	7.56 ⁽¹⁾	⁽¹⁾ Voorloopige cijfers.
Getal slijterijen van sterke dranken op 31 December 1923 : 126,626			

Toestand eind 1923.

PROVINCIE.	Getal opgemaakte processen-verbaal						TOTAAL		Getal		Getal zaken waarover nog geene beslissing werd getroffen.	Getal definitief uitgesproken veroordeelingen.	Getal zaken voor het gerecht aanhangig gemaakt en nog niet gewezen.	Getal		Getal slijte-rijen met inbegrip der restauraties.	Aanmerkingen.
	Door de agenten van het beheer of door hun toedoen		Door de gendarmerie of de plaatselijke politie						overeenkomsten					verbruikers			
	in steden of in de nijverheidscentrums.	op den buiten.	in steden of in de nijverheidscentrums.		op den buiten.		van het trimester.	algemeen sedert 1919.	voorgesteld.	aangenomen.				op overtreding betrapt.	definitief veroordeeld.		
			Gendarmerie.	Politie.	Gendarmerie.	Politie.											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
1 ^{ste} trimestre . . .	319	286	133	60	152	4	954	20.000	17.005	15.677	548	1.517	990	3.405	2.384	120.653	
2 ^{de} id. . .	305	431	134	75	108	5	1.058	21.048	17.829	16.648	592	1.899	714	3.579	2.571	120.017	
3 ^{de} id. . .	310	266	141	33	96	1	847	21.899	18.522	17.332	600	1.983	625	3.712	2.686	118.673	
4 ^{de} id. . .	290	417	228	45	327	1	1.308	23.208	19.139	17.812	865	2.222	575	3.942	2.840	117.997	
	1,224	1,400	636	213	683	11	4,167	23,208 (1)	19,139	17,812	865	2,222	575	3,942	2,840	117.997	

De kolommen 9 tot 16 geven den toestand aan sedert de toepassing van de wet; de kolommen 1 tot 8 vermelden de vaststellingen gedaan gedurende het trimester.

(1) Zie onderverdeling per provincie hiernaal.

Verdeeling per provincie.

PROVINCIEËN.	Toestand op het einde van het eerste kwartaal 1923.	Tweede kwartaal.	Derde kwartaal.	Vierde kwartaal.
Antwerpen	1,814	1,878	1,950	2,032
Brabant	2,862	2,983	3,098	3,256
West-Vlaanderen	1,382	1,528	1,607	1,704
Oost-Vlaanderen	2,655	2,817	2,932	3,136
Henegouw	4,774	5,007	5,217	5,553
Luik	3,409	3,602	3,747	3,935
Limburg	944	978	1,017	1,064
Luxemburg	952	995	1,029	1,099
Namen	1,208	1,260	1,302	1,429
TOTAAL	20,000	21,048	21,899	23,208

Toepassing van artikel 1, § 2 van de wet van 29 Augustus 1919 op de alcoholregeling. (Kon. besluit van 21 April 1921.)

Jaar 1923

PROVINCIEËN.	Getal drankslijters die per hoeveelheid van 2 tot 6 liter verkoopen en het boekje n ^r 122 ^{bis} bijhouden.	Getal fabrican- ten, handelaars of makelaars die het register n ^r 122 bijhouden.	Getal bezoeken gedaan in de inrichtingen waar men bijhoudt		Getal overtredingen van het Kon. besluit van 21 April 1921 ontdekt				TOTAAL		Getal overeenkomsten sedert 1 Augustus 1921		Aanmer- kingen.
			het boekje n ^r 122 ^{bis} .	het register n ^r 122	door de agenten van het Beheer			door de gendar- merie en de politie (art. 1).	van het trimester.	sedert 1 Augustus 1921.	voorge- steld.	aange- nomen.	
					artikel 1 (onregel- matig vervoer).	artikel 2 (boek- houding).	artikel 3 (optel- ling).						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1 ^{ste} trimester	10,396	2 618	31,921	7,447	67	52	429	23	571	2,444	2,221	2,097	
2 ^e trimester	20,072	2,813	34,702	7,733	76	78	431	28	633	2,964	2,764	2,786	
3 ^e trimester	20,493	2,795	32,973	7,945	76	61	413	35	591	3,767	3,492	3,353	
4 ^e trimester	20,060	2 876	36,026	8,270	114	57	477	47	695	4,462	4,184	4,031	
					359	248	1,750	133	2,490				